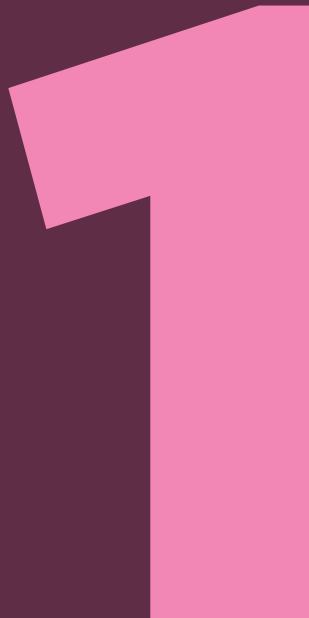


PARTENARIATS DE LONGUE DURÉE



PARCOURS DU SUD

« UN PARTENAIRE « DURABLE » ADMET QU'UNE ASSOCIATION N'EST PAS PARFAITE EN DEUX OU TROIS ANS ET QUE « DURER » VA LUI PERMETTRE D'ACQUÉRIR PLUS DE COMPRÉHENSION. DANS LE MÊME TEMPS, IL FAIT DES EFFORTS POUR ESSAYER DE MODIFIER SON SYSTÈME ET SON ATTITUDE EN FONCTION DE L'ASSOCIATION QU'IL APPUIE. »

N'DIAKHATÉ FALL, UGPM

LÉGENDE DES TABLEAUX

Chaque colonne correspond à une facette du parcours du leader (sa vie, dans quelles organisations, avec quels partenaires, pourquoi faire, avec quels effets).

Chaque titre marque les étapes du parcours

La longueur de la flèche exprime la durée du partenariat, la couleur illustre le statut du partenaire :

- ONG, fondation, association
- État, collectivités locales
- Entreprises

Moments-clés qui ont façonné leurs parcours

Influences nées d'une parole forte

Extraits d'interviews reprenant une ou plusieurs leçons tirées de leurs expériences

Points communs entre leurs différents parcours

Pour en savoir plus, les QR code vous donnent accès à des extraits d'interviews audio ou vidéos

ÉDITO

Pour analyser le Partenariat de Longue Durée (PLD), nous avons exploité les divers entretiens enregistrés, depuis les années 1990, auprès de cinq personnes d'Afrique de l'Ouest et de leurs proches. Ces amis de l'un ou l'autre des membres de notre association, sont Mariam MAIGA du Burkina Faso, Tata AMETOENYENOU du Togo, Demba KEITA, Baganda SAKHO et l'équipe de l'UGPM dont Ndiakhaté FALL, du Sénégal.

Au delà du récit de leurs propres vies, ces parcours montrent les relations que leurs organisations ont tissé avec divers partenaires du Nord, à court terme (une seule année parfois) ou à très long terme (plus de 30 ans pour certaines).

Sont mises en évidence les influences – une parole, une rencontre, une évaluation – et les moments-clés qui ont façonné leurs parcours et élargi leurs réseaux.

En comparant entre eux les cinq cas, l'on observe de fortes ressemblances entre les comportements de nos ami(e)s :

- L'enracinement : tous innover dans leur milieu d'origine auquel ils sont viscéralement attachés. Ils rejettent le slogan : « Nul n'est prophète en son pays » et adoptent celui-ci : « Nous sommes notre remède ».
- La curiosité : tous voyagent beaucoup, multiplient les visites hors de chez eux et – profitant du recul – inventent : « Je voyais, au Yatenga, ce que je n'avais jamais vu, de si vastes champs de légumes. Je me disais : Comment ont-ils fait pour avoir cela en saison sèche ? » (Fatou Bintou de l'UGPM).

- La force de leur utopie et leur ténacité : chacun d'eux poursuit son rêve et l'œuvre naît et dure malgré l'inconstance de bien des relations et les moments de découragement.
- Leur pouvoir de conviction : « Nous cherchons d'abord ce que nous pouvons faire par nos propres moyens. Donc, on ouvre un cahier où l'on cotise chaque mois, on essaie de voir ce que chacune sait faire, le soubala, le jardin... » On conclut : « Bon, on va faire le jardin car nous avons déjà le terrain. Et, aussitôt, on commence » (Mariam).
- Et enfin leur capacité à tâtonner : « Nous cherchons à réaliser quelque chose, sans savoir par quels chemins on y va. On essaie, on observe, on critique, on amende, et on adapte la démarche » (Baganda). Dans les cinq cas, l'apprentissage est permanent.

Observant leurs façons de construire des relations durables avec une large variété de partenaires, tant les administrations et les collectivités locales que les organisations du Nord, nous constatons des similitudes entre elles :

- L'importance accordée à l'écoute mutuelle et à la communication continue : « En travaillant avec le GRAD, j'ai été confronté aux réalités des autres organisations et j'ai perçu l'importance de la communication au sein même des organisations paysannes » (Tata).
- La créativité : « Aucun partenaire ne peut financer le même projet pendant dix ans et si vous vous êtes là toujours au même stade, il vous quittera », (Mariam).
- L'exigence de vérité entre partenaires : « C'est une responsabilité partagée, chacun sait à quel moment et sur quoi il a failli et cela permet de se corriger et de mieux avancer ensemble ». (Ndiakhaté de l'UGPM).

FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION



«PARTENARIATS DE LONGUE DURÉE» a été réalisé par le GRAD et a bénéficié du soutien des collectivités publiques genevoises à travers la Fédération Genevoise de Coopération. Conception et rédaction : Bernard Lecomte et Christophe Vadon. Graphisme : Nicolas Courlet.

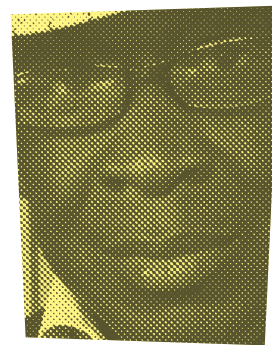


Attribution + Pas d'Utilisation Commerciale + Partage dans les mêmes conditions (BY NC SA). Le titulaire des droits autorise l'exploitation de l'œuvre originale à des fins non commerciales, ainsi que la création d'œuvres dérivées, à condition qu'elles soient distribuées sous une licence identique à celle qui régit l'œuvre originale.

www.grad-s.net

DEMBA KEITA

1964 Naissance à Mahamouda, en Casamance, au Sénégal.
École de Nyassia, BEPC à Ziguinchor puis va à Dakar où il ne trouve pas de travail. Il retourne au village où sa mère, présidente d'un groupement, le motive pour devenir animateur. Dès ce moment, il s'engage dans le mouvement paysan.



Sa vie Dans quelles organisations? Avec quels partenaires? Pour quoi faire? Avec quels effets?

1980 + CONSTRUIRE LA JEUNE UNION & FORMER DANS LES VILLAGES

Retour au village, membre d'un groupement de paysans qui deviendra membre de l'APRAN.

APRAN: Association pour la Promotion Rurale de l'Arrondissement de Nyassa.

GRAD appuie l'AJAC (Association des Jeunes Agriculteurs de Casamance) 1980-...

La zone de Nyassia a reçu une dotation annuelle de 65. Quelques blocs maraichers ont été mis en place mais cela a surtout servi à multiplier et organiser les groupements.

Dans les villages, des séances-débats du programme 65-GRAD ont permis d'informer et de renforcer les compétences des responsables.

« AU VILLAGE, QUAND QUELQU'UN REVIENT APRÈS SES ÉTUDES ET NE REPART PAS C'EST QU'IL A RATE. IL EST FINI: SANS INFLUENCE, SANS CONNAISSANCE DE L'AGRICULTURE, SANS FORMATION TECHNIQUE, (CONTRAINTE DE BÂTIR UNE NOUVELLE VIE.) »

« D'ABORD SANS RESPONSABILITÉ, ILS M'ONT LAISSÉ MORIR. »

1990 + PROGRESSER GRÂCE À UN PARTENARIAT RÉUSSI

Choisi comme responsable de la commission formation à la FONGS.

C'est à travers l'AJAC que l'APRAN obtient son premier financement.

PpM (ONG allemande Pain pour le Monde) 1990-1998

PpM épaula chaque groupement et construisit un centre pour expérimenter et former.

« Pendant huit années, les délégués de PpM ne sont jamais venus avec des programmes préparés d'avance mais pour voir, avec respect ce que l'on peut faire ensemble pour asseoir une dynamique de développement local. »

Formations à la FONGS (Fédération des ONG sénégalaises) en négociation, partenariat et renforcement de la vie associative et au contact avec 29 associations qui viennent de tout le pays.

2000 + L'APRAN DÉCIDE DE SE CONSACRER AU RETOUR À LA PAIX

« Lors d'une évaluation, le consultant ose nous dire: Si vous continuez à baisser les bras face au conflit... et je me disais: J'ai tout abandonné pour construire ma vie et voilà que mon village est affecté par la guerre. »

Laisse son rôle à la FONGS pour ne s'occuper que de l'APRAN, devenue l'APRAN-SPD (Solidarité, Développement, Paix).

USAID (Agence des Etats Unis sur le développement) 2002-2006

Financée par l'USAID, l'APRAN-SPD rencontre les acteurs sur le terrain, organise des week-end culturels sur la paix, le pardon, la réconciliation, puis un programme d'appui au retour des réfugiés et personnes déplacées en reconstruisant des centaines de maisons, de puits, d'écoles et en implantant des vergers.

« PAR CONTRE ILS DISAIENT: S'IL Y A D'AUTRES CHOSES DÉPENSÉES QUE CELLES ÉCRITES DANS LE PROGRAMME, NOUS NE LES PAIERONS PAS. »

Dans le contexte global de recherche de la paix APRAN/SPD a été progressivement considérée, à cause des impacts de ses actions sur le terrain, comme une organisation au service des populations, sans distinction de race et sans question d'appartenance ou de « membres ». « Notre force, c'est que c'est nous qui avons commencé. » Mais le retour à la paix n'est pas venu.

Appel de Genève 2008-2010

Soutient une campagne pour éradiquer les mines anti-personnelles.

Union Européenne 2009

L'APRAN gère un programme de 12 mois inter-associations sur la bonne gouvernance.

« Dix ans après l'appui aux femmes implantant un verger de mangier, les gens disent devant l'échec: L'APRAN nous a menti. »

2010 + LE RETOUR À DES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT

Coordinateur.

ONG CRS 2014 (Catholic Relief Service)

« L'appel d'offre de l'UE, c'est bon à prendre pour avoir une assistante pendant un an mais ce n'est pas notre travail essentiel. »

« DE 2003 À 2013 LE FINANCEMENT EXTÉRIEUR A ÉTÉ QUASI NUL. QUANT À L'ÉTAT IL N'A PAS CONSIDÉRÉ L'APRAN (COMME UNE ASSOCIATION À FINANCER MAIS SEULEMENT À UTILISER. »

Enfin l'État: Le nouveau chef de l'État crée des institutions financières directement utiles pour les paysans.

PRIDE 2015 (Firme Européenne)

Ils repèrent les familles vulnérables et leurs fournissent conseils et semences.

C'est un autre combat mais les entreprises et les filières sont la suite logique de l'engagement pour la paix.

En 2013, le Fonds PADEC (Programme d'appui au développement de la Casamance) appuie les filières fruitières (mangue, anacarde, banane, mils et fruits forestiers). Des GIE de familles paysannes gèrent des unités de fabrication de purées, de concentrés et de fruits séchés.

FONGIP 2016 (Fond de garantie)

Nous travaillons avec des belges de la firme « PRIDE » qui assure l'achat et l'exportation des deux récoltes de papayes d'une soixantaine de GIE.

Finalement le partenaire le plus sûr a été l'aide américaine en lien avec l'USAID avec lequel ils ont répondu à l'appel à projet. En face, l'état n'a jamais rien fourni à l'APRAN

« EN 2016: AU PALAIS, LE CHEF DE L'ÉTAT M'A DIT: KEITA, ESSAIE DE VOIR TOUT CE QUE TU PEUX FAIRE POUR QUE LES JEUNES CASAMANÇAIS ET LES CASAMANÇAISES AIENT DES EMPLOIS. JE METS À VOTRE DISPOSITION LE FONGIP. »

2017: En juillet, élu député.

Les animateurs sont présents mais sans moyens d'action.

Plus aucun partenaire financier.

Pression sur les décideurs politiques pour ce qui concerne la Casamance.

Les membres de la coopérative « Papayes » négocient directement avec les banques.

LES LEÇONS DE NOS PARTENARIATS

Des partenaires qui réfléchissent avec nous: « Heureusement tous ces partenaires ne nous donnent pas de seulement l'argent mais échangent avec nous sur l'évolution de la situation, alimentant notre réflexion. Nous, nous étions tellement branchés sur nos actions qu'on n'avait pas le temps de prendre du recul pour analyser, pour informer l'opinion nationale et internationale et même pour partager notre expérience avec d'autres organisations actives dans le même domaine dans d'autres pays. »

Faire face à des financements incertains: Quand il y a de l'aide, les animateurs travaillent en permanence pour l'APRAN.

Entre ces périodes, chacun se débrouille à partir de son exploitation familiale et d'activités de transformation des productions. Donc, il faut créer à côté des groupements des activités pour ces gens-là. Les animateurs eux sont des paysans. Ils sont dans leurs villages, ils ont leurs activités.

La variété des partenaires et les voyages: Leur variété me permet de me former pendant l'action, soit en relevant les défis d'activités nouvelles – soit par l'obligation de comprendre et d'appliquer les règles de chaque partenaire – et m'offre aussi l'occasion de voyager et de participer à toutes sortes de visites, rencontres et séminaires.



Milieu d'origine: Chacun d'eux est engagé dans son milieu d'origine et c'est là qu'ils vont ressentir la nécessité d'aider ou qu'ils vont être sollicités. Cette caractéristique va aussi leur permettre d'avoir une assise à montrer aux intervenants extérieurs.

POUR EN SAVOIR PLUS:

Vingt ans de lutte pour rétablir la paix

Un récit détaillé de la vie de Demba Keita disponible sur www.grad-s.net



Des extraits d'interviews, sons ou images.



BAGANDA SAKHO

Né en 1954 dans le village de Koar, au Sénégal. Cet aîné de 15 enfants, après une courte scolarité, est affecté par son père à la surveillance des animaux jusqu'à 20 ans, l'âge où il part en France. Dès lors sa vie sera une ascension sociale faite d'apprentissages, de travail et d'engagements pour se développer et développer son territoire d'origine.



Sa vie Dans quelles organisations? Avec quels partenaires? Pour quoi faire? Avec quels effets?

1974 + À PARIS: LUTTER AVEC LES ÉTUDIANTS SÉNÉGALAIS, VOYAGER, SE FORMER ET S'ENGAGER

Vit dans un foyer de travailleurs immigrés, en majorité Soninké comme lui. Suit une formation et devient plombier en région parisienne.

Les étudiants sénégalais épaulent les travailleurs pour l'amélioration des Foyers et pour la régularisation des sans-papiers.

AESF
1974-1987

L'AESF (Association des Étudiants Sénégalais de France) organise des soirées, des manifestations antiracistes, des sit-in devant la préfecture.

Il découvre que:

« TU N'OBTIENS RIEN SI TU NE TE BATS PAS ! »

Au foyer de Courbevoie, le Grdr donne des cours puis accompagnent les migrants chez des agriculteurs, et enfin les renforcent par des formations dans son centre d'Écoubly.

Grdr
1976-2012

« Nous sommes partis à Montargis pour un week-end folklorique avec les tam-tams, et là des Burkinabés nous expliquent qu'ils créent des organisations paysannes, et comment ils font. »

« Carrément, cette rencontre a tout changé! Ils nous ont alors donné envie de revenir vivre au Sénégal. »

1985 + FONDER UNE ASSOCIATION VILLAGEOISE ET REVENIR À KOAR...

« Nous avons mûri notre idée d'association villageoise depuis Courbevoie le 22 avril 1985, nous avons donc pu convoquer à Koar, l'Assemblée Générale constitutive de l'association Soxaana Fedde (SF). »

1987, retour définitif à Koar.

Le Grdr concevait des projets avec nous, les migrants, d'abord en France, puis nous aidait à les réaliser avec nos associations au Sénégal.

« Les gens ont vite adhéré, étant donné que les projets réalisés, ce sont eux qui les ont choisis. Et puis on a mis en place des champs collectifs pour les expérimentations de labours, de semences. »

1996 + METTRE EN ŒUVRE LA DÉCENTRALISATION

Le ministre me convoque: « C'est vous, Baganda? Je vous recommande d'intégrer le conseil élu de votre commune car il va devenir la porte d'entrée de tout le développement local. »

Montrevel-en-Bresse
1990-...

JACO
1993-...

Le financement de l'alphabétisation promu par SF a été chaotique. De 1987 à 1992, via le Grdr, par la Coopération française et l'UE et de 1993 à 1997 par la FGC (Fédération Genevoise de Coopération) via JACO, l'État du Sénégal, avec la Coopération canadienne, et enfin dans le cadre de la coopération décentralisée avec Montrevel En Bresse en 1995.

« NOUS ALLONS À MONTREVEL POUR CONFRONTER DEUX RÉALITÉS, FAIRE ÉVOLUER NOTRE PENSÉE EN VOYANT LES ERREURS ET LES SUCCÈS. SE CONNAÎTRE ENTRE SUD ET NORD EST LE MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT. »

1996, élu conseiller rural à Kothiary

2002, il devient le président de la communauté rurale de Kothiary.

C'est dans le cadre du GIC regroupant 13 communes qu'est mis en place le Programme d'appui au développement local des 13 communautés rurales...

PROGED 1 et 2
2002-2017

ADDEL
2003-2006

Nous menons une Recherche-Action: on met ensemble les gens pour réfléchir tout en commençant une activité sans savoir par quels chemins l'on ira.

« Avec l'argent du fond souple, de la FGC via JACO, on a été voir comment fonctionnait des caisses de solidarité en Guinée, au Mali et puis fait venir un consultant cinq jours pour définir notre propre démarche. On observe, on critique, on amende, et on adapte la démarche. »

PROGED 1 (Programme de Gestion Durable et Participative des Énergies Traditionnelles et de Substitution) démarré en 2002, grâce à la Banque mondiale a duré trois ou quatre ans et, arrivé à terme, il a été renégocié, l'État a associé les élus locaux au PROGED 2.

Ce programme est financé par l'AFD.

A Montrevel en Bresse les gens ont dit: « Pour concevoir notre Agenda 21 on a fait appel à un animateur de Koar car ils ont l'expérience des projets participatifs. »

2009 + GÉRER LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

2009 Nous avons alors fondé le « KKGB-docteur Louis Jannel » (Communes de Koar, Kothiary, Goumbayel et Bala) que je préside.

L'État apporte des moyens aux communes.

« Pour PROGED 3, je faisais partie de la délégation de la région de Tambacounda lors des rencontres avec la Banque Mondiale. »

En 2016, la commune de Koar a fait la route de Tabanding à Koar, une route à 18 millions FCFA le kilomètre!

« DE PLUS EN PLUS LES COMMUNAUTÉS DE COMMUNES GÈRENT MAIS LES MOYENS JURIDIQUES ET FINANCIERS NE SUIVENT PAS ALORS QUE L'ON PASSE BEAUCOUP DE TEMPS À DÉFINIR LES PRIORITÉS ET UN PLAN DE DÉVELOPPEMENT COMMUNALE UN PROGRAMME D'AIDE A IMPLANTÉ UN FORAGE N'IMPORTE OÙ, SANS CONSULTER PERSONNE. »

LES POINTS COMMUNS

LES LEÇONS DE NOS PARTENARIATS

Faire parler les sans-voix et leur montrer les réalisations:

« Pour réussir, il faut donner d'entrée de jeu la parole à ceux qui n'ont pas l'habitude de parler en public, donner la parole aux sans-voix. Il ne faut pas croire qu'ils n'ont rien à dire. Ils ont souvent de bonnes idées, mais ils ont peur de s'exprimer devant les autres, en particulier devant une personne qui vient de l'extérieur. »

« Avant, les associations paysannes montraient leurs programmes elles-mêmes. Des projets étaient définis, des partenaires recherchés et des financements trouvés. Maintenant ceci est fini: les ONG viennent nous dire: - Vous voulez faire cela mais, nous, on a l'argent pour faire ceci! - Elles ne partent plus de nos besoins mais des objectifs exprimés dans les appels d'offre des agences publiques et une part importante de l'aide extérieure va aux audits et aux bureaux d'étude. »

Nous sommes notre remède: Nous avons mis sur pied une démarche où tout le monde se met ensemble pour réfléchir à des activités, comment les commencer puis après seulement comment on va les financer.

POUR EN SAVOIR PLUS:

L'émigration n'est pas la solution

Disponible sur www.grad-s.net, un récit détaillé de la vie de Baganda Sakho.

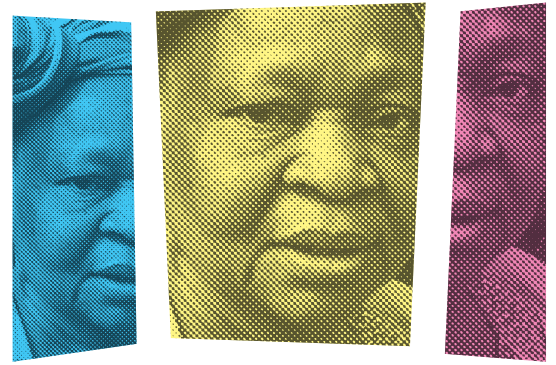


Des extraits d'interviews, sons ou images.



MARIAM MAÏGA

Originaires de Ouahigouya, au Yatenga dans le Nord-Est du Burkina Faso, ses parents sont des paysans analphabètes. En 1967, son père met son frère et Mariam en classe à Ouagadougou. Il dit à son oncle : « *Je vous demande de m'aider aussi pour ma fille, car viendra un jour où la question de la femme se posera dans notre pays* ». Sa vie incarne cette parole, elle se consacre à échanger avec des femmes, sur leur façon de s'organiser, leur vie en couple, leur travail, et à les aider à résoudre leurs problèmes quotidiens.



Sa vie Dans quelles organisations? Avec quels partenaires? Pour quoi faire? Avec quels effets?

1980 + UNE JEUNE INFIRMIÈRE ÉPAULE LES FEMMES DES GROUPEMENTS PAYSANS

Infirmière à l'hôpital, Mariam est recrutée par les « Naam » à Ouahigouya.

Chargée d'organiser les pharmacies villageoises, elle devient grâce à son engagement responsable de la promotion féminine.

Naam et Six-S
1983-1992

La fédération des Naam, est une organisation paysanne ayant plusieurs partenaires, dont l'association « Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel » (Six-S).

GRAD
1983-2018

Des séances d'information ont lieu, le soir, dans les villages à l'aide de diapositives. « Benoît Lecomte venait à la bibliothèque avec des brochures, je lisais. »

« Il faut arriver à traduire toutes tes connaissances aux autres. Il faut leur montrer, cela les forme. En travaillant dans les villages vous voyez les services que vous rendez aux femmes, pour les rendre responsables, les amener à gérer elles-mêmes leurs ressources, à connaître leurs problèmes, à discuter avec les gens, à s'organiser. »

1990 + PRATIQUE LA BONNE GESTION DE L'AIDE AU SEIN D'UNE ONG SUISSE

Responsable de la promotion féminine au sein de Terre des Hommes à Ouagadougou.

TDH
1996-2000

L'ONG TDH-Lausanne veut contribuer à la scolarisation des filles.

« Il faut beaucoup communiquer et tenir informer le siège et les partenaires financiers qui veulent savoir où vont leurs fonds. »

« Au sein de l'ONG suisse Terre des Hommes, j'étais du côté du Nord et j'ai beaucoup appris : partager les informations en interne, la gestion rigoureuse à partir d'un budget, les rapports, le suivi continu des activités. »

« Avec des femmes de Ouagadougou nous créons l'association Zoodo (Pour l'amitié et la Promotion de la Femme), qui s'oriente vers la fixation des jeunes dans les villages, le soutien scolaire et la formation des filles. »

Fin du contrat avec TDH.

« En octobre 1997, je vais à Genève, recevoir le prix de la créativité du Sommet Mondial des Femmes. A l'issue de cette cérémonie, les lauréates avaient la possibilité de proposer un projet. »

2000 + ANIME UNE ASSOCIATION DE PROMOTION À OUAHIGOUYA

A 100% pour Zoodo.

« Grâce à mon prix on construit un centre de formation et au cours de ce voyage en Suisse et de conférences, un partenariat se construit avec un groupe du Tessin. »

« Ces derniers nous apprennent les ordinateurs et nous accompagnent pour les comptes-rendus et des démonstrations : goutte à goutte, Sida, préservatifs, etc. »

Elle découvre dans le réseau « Nouvelle Planète » un vivier de partenaires potentiels.

Fonds Mondial des Femmes
Juin 2000

Les femmes viennent au centre s'alphabétiser, apprendre à coudre et à fabriquer du savon.

Nouvelle Planète
2000-...

Béogo
2006-...

L'association Béogo (Tessin), soutient des activités culturelles (bibliothèques et écoles), économiques (maraîchage, tissage ou de formation).

« JE BÉNÉFICIE D'UNE VIE RICHE EN APPRENTISSAGE DE LA VIE SOCIALE ET UNE OUVERTURE OÙ JE ME FAMILIARISE AVEC LE LANGAGE DES « BLANCS » GRÂCE AUX VISITEURS QUE J'ACCOMPAGNE COMME M. WILLY RANDIN DE NOUVELLE PLANÈTE. »

2010 + ORGANISE DE MULTIPLES MICRO PARTENARIATS

Des gens d'Europe viennent voir les réalisations, l'organisation qui est mise en place. Par la suite ils écrivent : « Voilà, nous sommes allés visiter telle réalisation avec toi, tel village où les populations avaient émis un souhait. A notre retour on se sent convaincu de la possibilité de répandre à une de vos demandes. »

Rotary Club, Iamaneh, Raoul Follereau, Agir pour les Enfants, etc

Tout sur la confiance : Zoodo agit même comme « prestataire » pour un projet d'écoles de Pasmanga, une association du Jura suisse.

Pasmanga
2014-...

« MES ANCIENS PARTENAIRES, AUJOURD'HUI ME DISENT : ON NE VA PLUS ÉLABORER DES PROJETS, ON TE DONNE UN BUDGET GLOBAL. TU LE GÈRES ET À LA FIN DE L'ANNÉE TU NOUS RENDS COMPTE. »

LES LEÇONS DE NOS PARTENARIATS

Pas d'autre porte de sortie, c'est ainsi : « Les bailleurs de fonds poliment appelés partenaires financiers oublient que le contexte du sud est bien différent du nord. Les projets doivent suivre un cadre logique avec des activités, des objectifs clairs, des résultats à atteindre et leurs indicateurs qui demandent des informations difficiles à trouver. Les tâches des responsables d'associations se compliquent de plus en plus et les populations se posent des questions : « Avant ce n'était pas ainsi, ces responsables d'associations nous font la tête. Elles ne savent pas tous les efforts qui ont été

consentis pour avoir le financement qui peut s'arrêter. Nous, les responsables, pouvons être jugés et même emprisonnés en cas de mauvaise gestion. Le beau processus continue avec ces évaluations qui sont si fatigantes qu'on se croirait dans une autre forme d'esclavage. »

Une aide...

L'aide extérieure moi je ne vois pas ça d'une grande envergure, que ça soit n'importe quelle taille, que ça soit le côté moral, le côté financier même minime, c'est l'esprit dans lequel on le fait qui compte et qu'il faut voir.

LES POINTS COMMUNS

L'effet ponctuel : L'effet d'un projet de courte durée est très contestable. Les exemples montrent qu'une utilisation opportune peut avoir un effet déclencheur, éventuellement renforcer une action en cours ou sortir la tête de l'eau. Cependant, un processus de développement ne peut reposer sur des coups, nos exemples illustrent l'importance de partenariat de longue durée pour valoriser les investissements ponctuels.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Un récit détaillé de la vie de Mariam Maïga à paraître sur www.grad-s.net

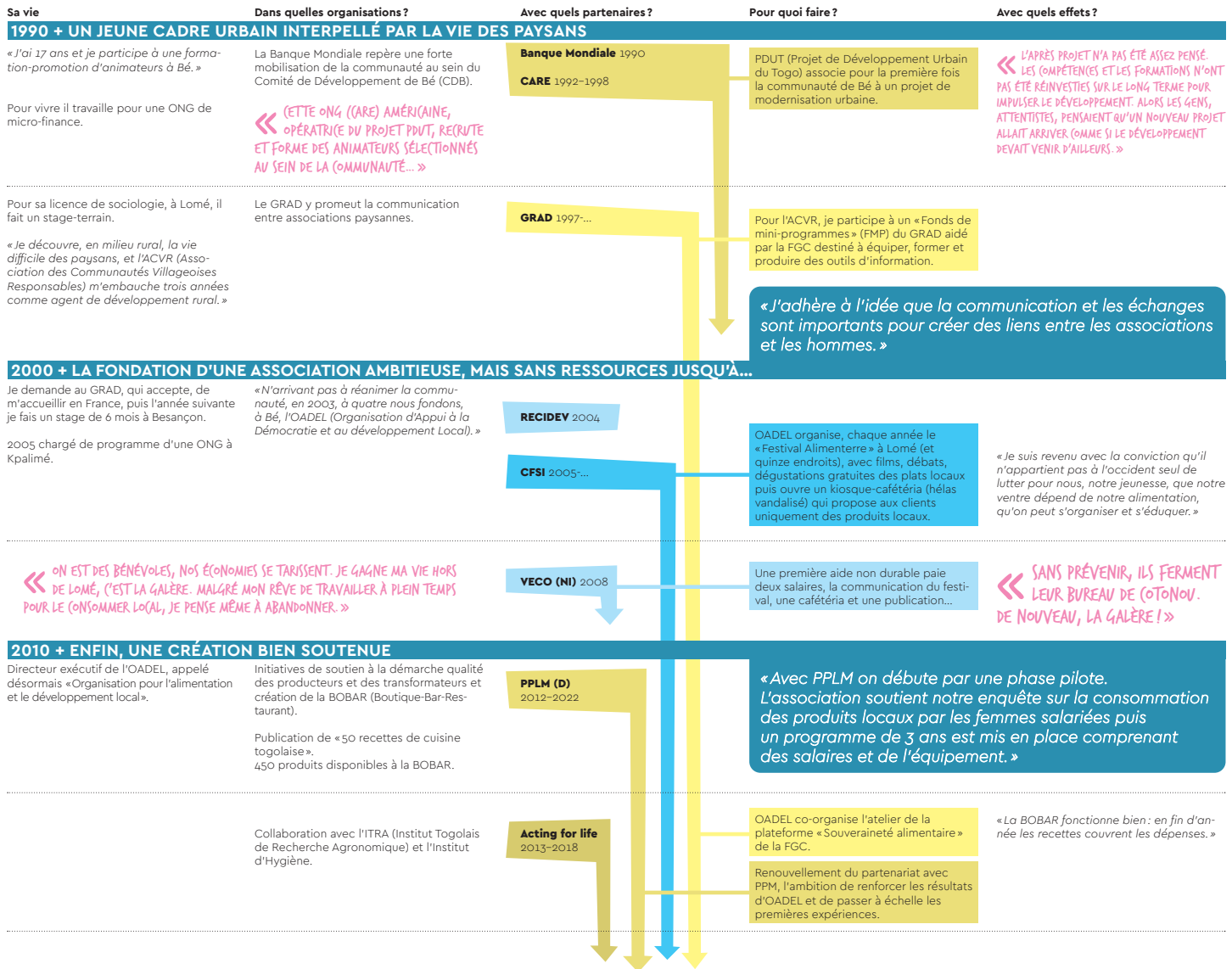
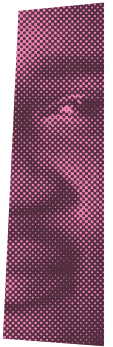
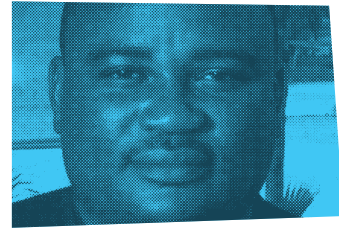
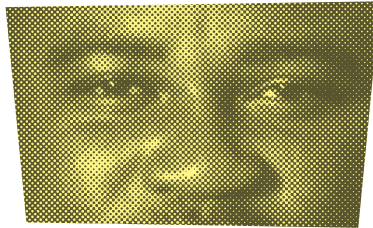


Des extraits d'interviews, sons ou images.

À PARAÎTRE EN 2020 DANS LA COLLECTION « PORTER LES PAROLES PAYSANNES » : UN RÉCIT DÉTAILLÉ DE LA VIE DE MARIAM MAÏGA.

TATA AMETOENYENOU

Naissance à Bé, quartier historique de Lomé au Togo. Dès 13 ans, il suit ses grands-frères, leaders communautaires, dans leurs réunions et prend conscience des inégalités. Collégien, lycéen, étudiant il s'engage dans des associations de jeunes, puis crée l'OADEL (Organisation d'Appui au développement Local).



LES LEÇONS DE NOS PARTENARIATS

« A l'ACVR, l'on avait différents programmes mais sans forcément de liens entre nous, agents de ces programmes, et l'on ne communiquait pas bien ni entre nous, ni avec les leaders paysans. Notre travail n'articulait pas les actions entre elles au niveau de chacune des diverses communautés. »

Exécuter un projet n'est pas un partenariat durable@:

« Avec VECO j'ai appris que quand tu n'as pas d'autre choix, tu es obligé de tendre la main, d'accepter leur cadre logique tel quel pour survivre. Cela nous a servi à apprendre la gestion de l'Aide (rapports) et

ses autres exigences et à nous confronter au canevas (pas facile) des bailleurs. Mais ce n'était pas vraiment un partenariat. »

Être partenaire c'est pouvoir se critiquer l'un l'autre:

« PpM (Pain pour le Monde) Ce partenariat est ouvert et n'impose pas ses objectifs; l'on doit rentrer d'abord en discussion sur le fond. Chaque année, durant une rencontre-bilan, PpM rencontre ses partenaires togolais et chacun exprime son avis sur la collaboration, dont ses critiques envers PpM, et l'on discute des choses à faire pour corriger cela. »

LES POINTS COMMUNS

L'animation et la communication:
Remarquable est le rôle déclencheur que joue l'attention dans nos exemples, à la communication, parler aux gens en public, animer des échanges, faire circuler l'information, être médiateur entre le Nord et le sud.

POUR EN SAVOIR PLUS:

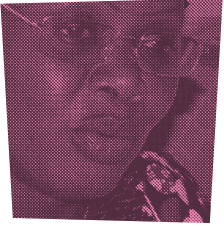
Un récit détaillé de la vie de Tata Ametoenyenu à paraître sur www.grad-s.net



Des extraits d'interviews, sons ou images.

À PARAÎTRE EN 2020 DANS LA COLLECTION « PORTER LES PAROLES PAYSANNES »: UN RÉCIT DÉTAILLÉ DE LA VIE DE TATA AMETOENYENOU.

UGPM



L'Union des Groupements Paysans de Meckhé, est née en 1985, de deux associations de jeunes ruraux déjà membres de la Fédération des organisations paysannes, la FONGS. Héritant de terres usées par la monoculture de l'arachide coloniale, ces jeunes, et désormais leurs enfants, agissent ensemble pour la réussite de leurs exploitations familiales.

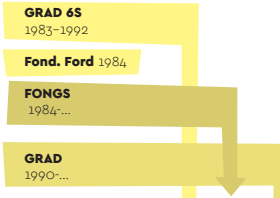


Leurs vies **Dans quelles organisations ?** **Avec quels partenaires ?** **Pour quoi faire ?** **Avec quels effets ?**

1980 + UN TEMPS POUR S'ASSOCIER ET SE FORMER ENTRE VOISINS ET COMMENCER À ÊTRE AIDÉS

« Dans mon village beaucoup de difficultés (manque d'eau, de semences et surtout d'activités au profit des paysans... des jeunes), c'est cela qui a motivé mon engagement. »

En 1985, deux organisations et 3 groupements créent l'Union des groupements paysans de Meckhé (UGPM).



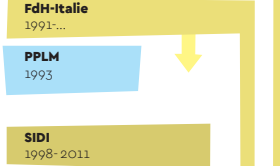
Animations audio visuelles et chantiers-écoles.
Projet de formation.
Jusqu'en 1987: Banques de céréales, Champs collectifs et autres.
1990 Fonds mini-programmes pour la communication.

« L'ACTION DU PROGRAMME GRAD-6S A ÉTÉ DÉCISIVE POUR ÉLARGIR LA BASE SOCIALE DE L'UGPM. LES ASSOCIATIONS ÉTAIENT EN TRAIN DE CHERCHER DES SOLIDARITÉS AILLEURS TRÈS LOIN ALORS QU'IL FALLAIT, AUX YEUX DES FONDATEURS PLUTÔT (CRÉER DES SOLIDARITÉS DANS LES ZONES OÙ ILS HABITENT. »

1990 + NOS PREMIERS PROGRAMMES

La première ouverture à l'extérieur.
Mais très vite nous nous sommes dit que les soutiens des partenaires ne peuvent pas suffire. Nous, paysans, il faut qu'on puisse contribuer à ce financement.
1999, nous construisons le siège de l'association.

1991, la FONGS accompagne chaque structure pour élaborer un programme que chacune présente, lors d'une table ronde, à des partenaires.
CLCOP de Koul.
« Cette même année, nos fondateurs, Ndiogou et Birane, nous quittent pour prendre d'autres charges. »



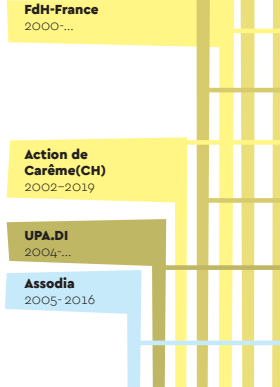
L'UGPM a présenté son programme et Frères des Hommes-Italie a été intéressé pour un partenariat qui dure encore 25 ans plus tard.
Moutons de case.
1995, mise en place de mutuelles de solidarité, les CREC.
En assemblée générale, nous choisissons quatre axes stratégiques.

« C'est vraiment là où l'on a eu un programme qui cible les besoins de nos membres. »

2000 + AGIR SELON LES 4 AXES STRATÉGIQUES

De nouveaux métiers émergent (matériel agricole, charpente, fabrication de grillage, etc.).
2002, l'étude « les paysans racontent la soudure » nous éclaire.
Obtenir que les politiques prennent en compte nos préoccupations et...

Axe 1: former les jeunes pour qu'ils s'impliquent dans le développement local.
Axe 2: organiser l'épargne et le crédit, pour aller vers l'auto-financement.
Axe 3: appuyer les exploitations familiales.
Axe 4: Obtenir que les politiques prennent en compte nos préoccupations et faire réussir la décentralisation de l'État.



Ce partenaire nous aide à mettre en place des centres de formation professionnelle de jeunes qui seront un échec.
Formation informatique et gestion du crédit.
Programmes Kiiraayu Kérgi et Calebasse Solidarité (soudure/endettement).
Kayer (Kayer Energie Rurale), formation à l'installation et la maintenance d'équipements solaires: éclairage, froid, irrigation.
Union des producteurs agricoles pour le développement international (Quebec): Voyages d'échanges de paysans à paysans.
Avec l'Institut sénégalais de recherche agricole et la région Midi-Pyrénées: programme de fumure et amélioration de la qualité de l'huile d'arachide.

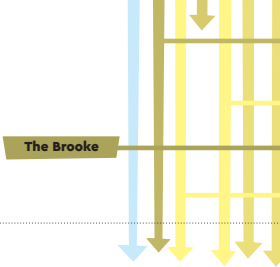
« POUR NOTRE GESTION DE L'AIDE, IL Y A LA TRANSPARENCE, IL Y A LE PARTAGE, LE COLLECTIF. CELA, NOUS, C'EST NOTRE FORCE. SI TU VIENS LÀ-BAS, TU NE VAS PAS SAVOIR QUE CELUI-CI EST LE PRÉSIDENT OU QUE CELUI-LÀ EST LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL MAIS TOUT LE STAFF, AU MOINS 20 PERSONNES, PEUVENT T'EXPLIQUER TOUT CE QUI SE PASSE DANS LA MAISON, QUE TEL FINANCEMENT EST DÉDIÉ À TELLE ACTIVITÉ, ETC. »

Les soutiens à certaines de ces initiatives dépendent pour partie, depuis 2005, des financements de la région Midi-Pyrénées qui s'arrêtent lorsque celle-ci cesse de financer ses propres associations régionales comme Assodia.

2010 + LA DIVERSIFICATION DES ACTIVITÉS ET DES PARTENAIRES

Application du plan stratégique.
2015, capitalisation avec FdH-France.

Diagnostic institutionnel.



Formation à la citoyenneté et à l'accompagnement des exploitations familiales et soutien aux programmes de semences paysannes.
Transformation et vente d'huile d'arachide.
Soins aux ânes et aux chevaux, indispensables au transport et à la culture.
1000 femmes formées aux techniques culinaires de produits locaux.

« NOUS VOULONS QUE LES FEMMES VALORISENT LA PRODUCTION FAMILIALE CAR ON NE PEUT PAS CONTINUER À VENDRE 10 KG DE MIL POUR ACHETER 3 KG DE RIZ, PAR EXEMPLE, DANS UNE ÉCOLE DE 450 ÉLÈVES, ILS CONSOMMENT DES PLATS DE NIÈBÈS, (ROQUETTES DE MANIO... POUR DIRE QU'AVEC CE QUE NOUS PRODUISONS, ON PEUT BIEN SE NOURRIR. »

LES LEÇONS DE NOS PARTENARIATS

À la base du partenariat, la connaissance mutuelle:
« Un partenariat de longue durée n'est pas un partenariat basé sur le financement mais sur la réflexion commune et le partage des responsabilités. On commence par des visites et des échanges, on voit les difficultés et ensuite on trouve des financements. On peut rester trois ans sans financement mais on continue à échanger informations et points de vue. » (Ndiakhaté)

Toujours se parler pour approfondir la connaissance mutuelle:
« Construire un partenariat durable ne pose pas de problème si les uns et les autres se connaissent, s'ils prennent le temps de discuter, de réfléchir et d'aplanir les difficultés. Parfois vient un renouvellement de leur personnel, et, comme nous sommes alors secourus par une nouvelle tête, cela nous oblige à réfléchir, à voir comment continuer à avancer ensemble. Les nouveaux essaient de nous comprendre et apportent leur propre touche à la relation. »

LES POINTS COMMUNS

Accueillir, voyager, s'inspirer: Leur capacité d'apprentissage et leur ouverture aux autres les amènent à accueillir, rencontrer et se forger des réseaux qui apprécient leur vision au service de leur communauté. Ainsi, ils effectuent de nombreux voyages d'où ils rapportent expériences, idées et soutiens. Le voyage, la rencontre de pairs, l'échange d'expériences restent la meilleure « méthode » de formation des acteurs du monde rural.

POUR EN SAVOIR PLUS:

Nous sommes devenus fiers d'être paysans
L'histoire de l'UGPM à paraître sur www.grad-s.net



Des extraits d'interviews, sons ou images.



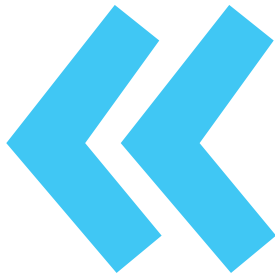
LEURS RELATIONS AVEC LE GRAD L'AVIS DE LEUR ENTOURAGE

Pourquoi avoir choisi ces cinq cas ?

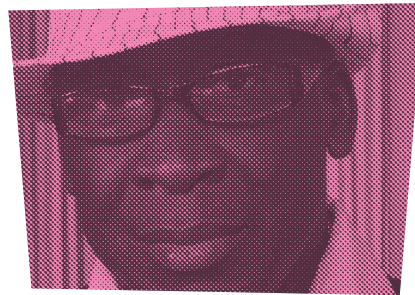
Nous souhaitons que leurs parcours soient non seulement longs et documentés, variés, reliés au GRAD et vécus avec différents partenaires ; mais qu'ils éclairent notre propre façon de coopérer avec eux et avec leurs associations, que nous-mêmes ne qualifions pas de partenariat, pour éviter la langue de bois, mais plutôt de cheminements côte à côte vers les mêmes rêves.

En 2010, **Baganda**, notre troisième Sénégalais, est alors inconnu au GRAD mais il est un partenaire de l'association genevoise « Jardin de Cocagne-Solidarité Nord-Sud » qui, voyant son désir de faire le récit de son expérience, une expérience riche de métiers et de partenariats variés, nous l'envoie. Et ce premier récit, enrichi de tant d'autres entretiens et d'un séjour de Martine et Jean-Pierre à Koar, est publié – début 2000 – comme « No 3 » de notre collection « Porter les paroles paysannes ».

Le responsable de l'association JACO en parle : « Pour nous c'était toujours important d'avoir cet échange pour comprendre la société avec quelqu'un qui connaît la France... même si en rentrant ils avaient un peu les mêmes problèmes que nous pour trouver des entrées localement dans la société. Après plusieurs expériences, on a soutenu directement l'association, c'étaient les suites des financements du GRDR et est venu la décentralisation et les leaders des projets se sont impliqués dans les communes. On avait un projet de soutien et notamment à Kodjari où était Baganda. Ensuite est venu le projet SIDA, sur l'initiative de la FGC de discuter du sujet avec les partenaires. Et de ceux qui ont répondu le plus vite et au plus près réel c'était Baganda. Sur tous les projets sociaux il était pour nous un grand maître, sur le SIDA par exemple c'était très difficile d'en parler au début mais il organisait des réunions et il nous a mis en relation avec l'hôpital. »



Demba et Ndiakhaté (UGPM), nous les avons connus au Sénégal, au début des années 1980, à l'occasion du programme GRAD/Six-S de projections de montages audiovisuels dans les villages et sommes restés en relation suivie avec eux depuis lors. Entre 1997 et 2004, comme une soixantaine d'associations, ils ont discuté avec le GRAD sur « l'aide internationale et les OP ». Enfin, par de nombreux séjours à Genève et à Bonneville et, avec Demba, par l'édition en cinq cahiers du récit de l'expérience de l'APRAN pour le retour à la paix en Casamance.



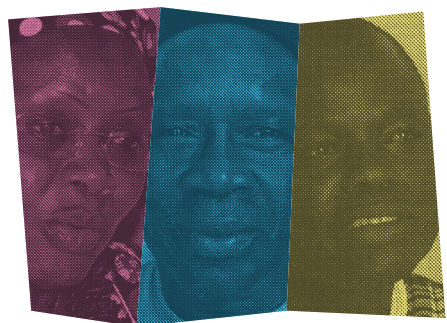
Quant à Mariam, nous n'avons pas été ses partenaires mais l'ayant vu travailler au Burkina Faso, en 1983, auprès des groupements Naam, puis ailleurs, nous l'avons interviewée plusieurs fois et invitée aux rencontres EDS. En 2016 notre amie, lors d'un séjour à Bonneville, a commencé un récit de son expérience, aux partenariats variés.

Un membre de Bôgo en parle : « Dans les villages on sent l'expérience que Mariam a accumulé cette capacité de discuter qu'elle met en pratique quand elle explique aux femmes pour faire la bouillie enrichie, elle est très convaincante avec un charisme capable de rassembler les gens. Comme en Suisse, les gens apprécie une femme de valeurs et cela à crée un esprit de sympathie. Avec elle une confiance s'est établie. Bôgo est venue former à la gestion, plusieurs fois. On a constaté que les projets qu'on a l'habitude de financer sont bien gérés, la comptabilité est bien tenue. On a vu que c'est le moment, maintenant on donne chaque année l'équivalent du total des projets et elle gère. Cela peut éviter des pertes temps, les aller retour, des questions où on se rend compte c'est eux qui peuvent répondre dans la réalité. Maintenant si elle pense qu'elle doit remplacer un éducateur par exemple elle peut le faire sans besoin de nous présenter. Cette possibilité de gérer cela fait partie de l'autonomie. »



Tata, lui, a connu Benoît en 1998, durant un stage d'étudiant en milieu rural et participé au suivi de FMP au Togo. Par de nombreuses visites et séjours, par son rôle au sein du Réseau des Communicateurs, il a vécu le GRAD de l'intérieur ! Puis en 2015, il est introduit par Christophe dans la Commission Souveraineté Alimentaire de la FGC et, en 2017, conduit à Lomé un atelier « Manger local en Afrique de l'Ouest ».

Un transformateur togolais en parle : « Il n'est pas juste là pour : tu viens tu les donnes tes produits. Tata c'est un atout pour nous. Si par exemple nos producteurs ont besoin d'un prêt auprès d'une banque, on a signé un contrat avec OADEL qui vend nos produits, alors la banque a un peu plus confiance. Il se soucie aussi de comment ça va, comment le produit va faire pour arriver chez lui au niveau de Bobar. Il fait tout pour faciliter la tâche aux transformateurs : trouver des emballages et comment venir les mettre à notre disposition ; un problème avec la matière première ? Il va essayer de joindre un producteur, nous mettre en contact et il fait un contrat de groupe pour qu'il puisse véhiculer son produit et que tu n'aies pas de manque de matière première. Il essaie de jouer tout ce rôle là. Il s'est mis dans la tête que ça doit marcher. IL SE BAT, IL SE BAT. »



EVOLUTION DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE :

LES TROIS CONTEXTES DES PARTENARIATS EN MILIEU RURAL

De 1960 à 1984, les politiques internationales et celles des pays d'Afrique de l'Ouest n'ont guère été favorables ni à l'autonomie des paysans, ni à une égalité dans les relations de coopération. Le contexte était alors celui de l'encadrement du milieu rural et l'aide internationale était gérée par des sociétés d'État conduites par des assistants techniques du Nord. L'on ne parlait pas de partenariat.

A partir de 1985, la situation de faillite des États a donné aux institutions financières, le FMI et la Banque mondiale, l'occasion de limiter les initiatives du secteur public et ouvert l'accès aux sources de l'aide internationale (les « Bailleurs ») à d'autres que les États. De nombreuses associations privées, dites « ONG » (du Nord et bientôt du Sud) ont obtenu le financement de projets et de programmes et, pour mettre ceux-ci en œuvre, ont établi des « relations de partenariat » avec les collectivités locales et avec les organisations paysannes (les « OP »).

Depuis 2005 et les Accords de Paris, cet accès est organisé, depuis chacun des bailleurs, sous forme d'appels à projets. Ceux-ci mettent en concurrence, sur des thèmes de coopération choisis par les bailleurs, les projets présentés par les ONG, les collectivités locales, les OP, etc. Ce système est défavorable aux partenariats durables et a rendu rare le financement des programmes des OP.

Décennies	CONTEXTE			SYSTÈME D'AIDE		
	Niveau international	Afrique de l'Ouest	Milieu rural	Les Bailleurs de Fonds	Les ONG	La Coopération décentralisée
1960	Indépendances					
	FAC (France) FED (Europe)		Coopératives sous tutelle	Aide d'État à l'État		
		Grande période des politiques de planification		FED: « Nous ne finançons pas des idées, seulement des projets »		
		Mort des plans			De paroisse du Nord à paroisse du Sud: « Chacun ses pauvres »	
Assistance technique à des Sociétés d'État, chacune gérant son « Opération » dont le succès est faible sauf pour le coton						
1970	Encadrement directif	Mépris des savoirs des paysans	Qui s'habituent à dépendre			
		Grande sécheresse 73-74	Famine et émigrations		Arrivée des ONG qui viennent au secours	
		1973, au Sénégal, deux innovations, la première OP et la Communauté rurale				
		Les jeunes et les femmes sont sans voix au sein des exploitations familiales	Des jeunes ruraux créent leurs propres Organisations Paysannes (OP)			Premiers Jumelages
1980	Plans d'ajustements structurels imposés par FMI et BM aux États sur-endettés		Déclin des coopératives			
	L'État se désengage		Moins d'État, plus de « marché »	Début de leur intérêt pour les OP	A chaque village, son projet d'aide	
1990	Développement local et Décentralisation sont promus	Les changements climatiques sont perçus par les familles rurales			Nombreuses et concurrentes	Premiers accords de commune du nord à commune du sud
2000		Fondation du réseau des OP, le ROPPA	Intérêt des OP pour l'exploitation familiale		Des programmes des OP sont financés	Les accords se poursuivent de région à région
	Déclaration de Paris			Nouvelle procédure des appels à projets		
2010	Les états du sud sont mieux respectés				Mort des programmes d'OP	
		La décentralisation devient effective	« Manger local » et agro-écologie intéressent de + en +		Les ONG sont de + en + subordonnées aux bailleurs de fonds	Négociation de + en + complexe des contrats
			Le maraîchage s'étend		Une même commune peut recevoir de l'aide de nombreuses sources	
					Les OP manquent de + en + de ressources d'aide	

D'AUTRES PUBLICATIONS DU GRAD SUR LE MONDE PAYSAN D'AFRIQUE DE L'OUEST À RETROUVER SUR WWW.GRAD-S.NET

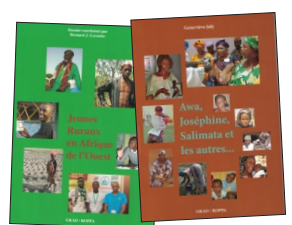
Des dossiers sur les relations de partenariats



Une collection de livres sur les leaders paysans



Des publications sur le mouvement paysan



Rejoignez nos groupes Facebook « EDS Études Débats, pour des Partenariats durables » et « Porter les Paroles Paysannes »

PARTENARIATS DE LONGUE DURÉE



LE CAS DU GRAD

« ON EXPRIME LE SOUHAIT D'UNE RELATION DE COOPÉRATION QUI UNIT DEUX ACTEURS LIBRES ET ÉGAUX. OR, DANS LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT, ON CONSTATE QU'UNE CHAÎNE LIE ENTRE EUX NOMBRE D'INTERMÉDIAIRES ET CONTRAINT CHACUN D'EUX. SAUVEGARDER SUFFISAMMENT SON AUTONOMIE EST AU CŒUR D'UN PARTENARIAT DURABLE. »

POURQUOI CE PARCOURS ?

Août 1976, après trois années en Afrique retour de Bernard et Renée Lecomte en France.

« Je vous prête ma villa à Bonneville, où il y a un collègue et un lycée » Une gentille grand-mère. « Magnifique, c'est à 3 quarts d'heure de l'aéroport de Genève et à quatre heures de Berne ! » Bernard.

Renée est recrutée par le GRAD qui vient d'être fondé pour réaliser des montages diapos pour les associations, formateurs, enseignants pour informer sur le tiers monde.

1977, avec des amis africains et un ami suisse, ils fondent Six-S (Se servir de la saison sèche en Savane et au Sahel) qui obtient et fait gérer des fonds non-affectés d'avance.

1982, « Projétons des montages-diapos le soir dans les villages pour que chacun puisse voir de nouvelles expériences puis en discuter » Pierre Forrat.

Benoît Lecomte aide Pierre Forrat à mettre en place le programme de communication GRAD-Six-S

Consortium entre la coopération suisse et deux agences privées (allemande et néerlandaise).

« L'aide décide des objectifs, des coûts et des délais. Pour moi, il faudrait plutôt lier entre eux le rythme de la dépense et les niveaux de capacités où en sont arrivés les gens » explique Julien Nyuiadz.

1994 FIN DE SIX-S

« L'aide par projet » met en lumière l'inadaptation de l'outil projet pour renforcer les initiatives rurales.

A partir de 1994, les négociations en tête à tête avec la CEE puis UE ne sont plus possible. Reste l'aide privée suisse!

Renée et le GRAD en France et Suisse édite de nombreux ouvrages, vidéos pour les jeunes publics. Christophe Vadon intègre progressivement le GRAD.

FMP: Six Fonds de Mini-programmes de communication: Le GRAD travaille à la base, à moindre coûts, de démultiplier les actions à tester et les expériences à partager dans plusieurs pays.

La FGC apporte un soutien essentiel, jusqu'à son refus de soutenir un réseau de communicateurs.

« Les ressources externes occupent le rôle central dans la plupart des actions de développement et chaque intermédiaire est contraint de dépenser rapidement les fonds qu'il a obtenus » J. David Naudet.

Bernard, retraité, écrit « Les paysans dans le marigot de l'aide » qui pointe le caractère auto centrée de l'aide sur les intérêts des bailleurs.

La coopération suisse qui préside à l'époque le Club du Sahel.

« Saisissons cette occasion pour faire réfléchir les agences d'aide aux défauts de l'aide en milieu rural ». Bernard.

Le GRAD met en place le dispositif Etude-Débats-Sahel (EDS) anime 40 noyaux d'acteurs ruraux en Afrique de l'ouest et publie 31 Livrets d'animation.

La formation de plusieurs réseaux à la base (communicateurs, bibliothèques villageoises) ne trouvent pas de soutien.

Les Bailleurs de fonds ne pensent qu'à contrôler les budgets et les thématiques à travers les appels d'offres.

2010 FAILLITE DU GRAD-FRANCE

« Dans cinq à dix ans chaque paysan aura un smartphone. Les Africains sont plus inventifs et en avance sur nous dans l'usage des réseaux sociaux. Le plus important ce n'est peut être pas de produire et produire encore des outils, mais de faire connaître ceux qui existent et autant que possible de les faire parvenir aux acteurs qui en ont besoin » affirme Benoît.

Le parcours du GRAD est jalonné de paroles, entendues ou lues, qui ont alerté ses membres, leur ont apporté des idées, les ont poussé à mettre au point de nouvelles pratiques et parfois ont ruiné leurs espoirs. Leur engagement et leur dessein ont convaincu un nombre suffisant de donateurs du Nord pour que, vaille que vaille, l'équipe puisse durer et porter des fruits.

Dans cette page nous mettons en valeur les inflexions que ces paroles ont donné aux activités du GRAD.

Dans les pages suivantes sont détaillées les activités et relations de partenariats. Ces derniers sont doubles: en amont, les acteurs auxquels nous demandons de supporter notre travail et, en aval, les organisations paysannes et les personnes que nous essayons d'épauler.

2019, pour ses 40 ans le GRAD s'engage dans des exercices de capitalisations: le partage de savoirs (PSA) et des livres sur le parcours de paysans et paysannes innovateurs et responsables d'OP (PPP).

La FGC soutient la collection « Porter les paroles paysannes ».

« Aujourd'hui c'est la saison sèche qui nous nourrit avec les cultures de contre-saison qui compensent l'irrégularité des récoltes de saison des pluies » Radio des Naam.

L'ère du numérique:

- Benoît s'investit toujours plus dans un travail avec les réseaux sociaux sans financement externe.
- Un gros investissement pour « La terre de Luna » et son application.

AU NORD, INFORMER SANS DÉPENDRE*

* En référence à deux montages audiovisuels : « Aider sans dominer » « Progresser sans dépendre » qui résument les fondations du GRAD : un ancrage au Sud, en Afrique de l'Ouest plus précisément et une attention particulière au respect de la dignité des personnes.

SENSIBILISER POUR OUVRIR LE REGARD SUR LE SUD

Initiatives: A Genève, à partir de la large collection de diapositives du journaliste Pierre Pittet, l'idée vient à un groupe de militants d'utiliser de nouveaux outils pour sensibiliser aux réalités du tiers-monde de cette période. Les montages audiovisuels se diffusent très bien auprès des milieux scolaire et associatif. Pendant 40 ans le GRAD va innover, tant sur les supports (cassettes, CD, vidéos, BD, TIC, livres, etc.) que sur les thèmes (environnement, droits de l'enfant, rapports Nord-Sud,...) et ceci pour divers publics.

1976 Fondation Genevoise (Les Laiteries Romandes)

Création du GRAD-CH (Groupe de Recherche Audio-visuelle pour le Développement) qui conçoit et édite des montages-audiovisuels à destination des écoles en Suisse.

14 montages audiovisuels créés sont utilisés en Suisse romande : une série de diapositives développent un thème sur une bande son enregistrée, accompagnée d'un dossier d'information complémentaire pour l'enseignement.

L'initiative ne demande qu'à s'étendre à d'autres pays. En France et en Belgique, où il n'existent pas d'équivalent, les montages de diapositives se diffusent bien.

1980-1994 Communauté économique européenne (CEE), Service École et Tiers-monde

Les administrateurs du GRAD décident de ne pas continuer mais laissent les trois salariés libres de poursuivre l'expérience. L'équipe (Renée LECOMTE, Catherine RAPP, Pierre PITTET) pérennise le GRAD-CH (doté d'un nouveau conseil) et crée le GRAD-France puis le GRAD-Europe...

Après la réalisation d'une quarantaine de « Montages de diapositives » nous sommes passés au « Livre-cassette », ensuite au « Livre-CD », puis à la « Vidéo », technique totalement différente

« NOUS AVIONS, À L'ÉPOQUE, DES DISCUSSIONS DIRECTES AVEC LES CHARGÉS DE PROGRAMME D'AIDE ET OBTENONS LEUR APPUI. L'ÉLARGISSEMENT À 25 PAYS DE L'EUROPE, A CONDUIT À L'APPLICATION DE PROCÉDURES QUI EXCLUAIT LA NÉGOCIATION EN TÊTE À TÊTE. »

1990-2010 FGC, Ritimo, Loterie Romande, FIDH...

Nous sommes producteurs et diffuseurs et, pour cela, en Suisse romande et en France, nous allons présenter nos productions et vendre nous-mêmes dans les Bibliothèques centrales de prêt, les centres de documentation : « Nous n'avions pas de contrat de diffusion. Aller vers les gens nous permettait d'avoir des échos de nos productions, des attentes du public ou des documentalistes et de nouveaux sujets de réalisations. »

Après une quarantaine de « Montages audiovisuels » nous sommes passés au « Livre-cassette », ensuite au « Livre-CD », puis à la « Vidéo ». Les histoires sont complétées par une fiche proposant une activité, des repères pour décrypter le thème abordé.

Peu de partenaires acceptent de financer 100 % d'une publication. Aussi chacune de nos productions demande de trouver plusieurs financements qui ne couvrent pas totalement le budget établi, cela fragilise le GRAD qui utilise les fonds prioritairement pour les prestataires de services (imprimeurs, dessinateurs, graphistes...)



LE GRAD EST COMME ÇA!

VOUS AVEZ DIT : VULGARISER ?

« Le plus difficile est de vulgariser, c'est à dire de décrire la réalité sans trop la simplifier. Cinquante diapositives et, au plus, une demi-heure de bande-son ne permettent pas de fournir beaucoup d'informations et d'introduire assez de nuances. Avec le dossier d'accompagnement nous donnons l'occasion de compléter la réflexion à travers des activités. » Renée Lecomte

À travers de petites histoires, dès leur plus jeune âge, on peut informer les enfants. Dès qu'ils peuvent réfléchir, on peut de manière ludique, contée, proposer aux enfants d'être acteurs de solidarités.

LA VIE DU GROUPE

Pendant 40 ans une dizaine de présidents se succèdent qui vont faire vivre le GRAD. Qu'ils en soient remerciés : Bert Peeters, Pierre Forrat, Marie Hélène Pierret-Rieucaud, Monique Popin, Michel Carton, Dominique Lesaffre, Claudine Coppel, Dominique Bénard, Benoît Lecomte, Étienne Dollfus et des personnes investies : François de Vargas, Denys Von der Veid, Christine Brunier, Joseph Imfeld, Pascal Fellay, Josiane Laroche, Elsa Reduto...

DES OUTILS D'INFORMATION POUR CONSTRUIRE UN AUTRE DÉVELOPPEMENT

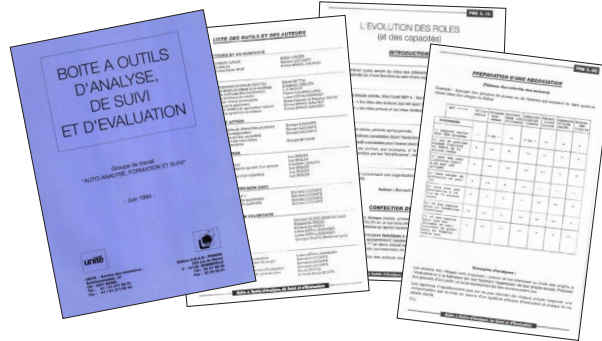
Initiatives: Parallèlement, le GRAD développe grâce à son ancrage en Afrique de l'Ouest un regard critique sur la solidarité internationale et construit des outils pour les acteurs de la coopération.

1994 Coopération Suisse (DDC)

Un collectif d'associations suisses d'envois de volontaires nous demande de rassembler des données sur l'expérience de ses associations-membres en matière de préparation de volontaires.

On co-édite avec «UNITE,» une boîte à outils d'analyse, de suivi et d'évaluation.

« COMMENCE UN CYCLE D'INTERVIEWS, RENCONTRES, PRODUCTIONS (AR SENSIBILISER LES ENFANTS C'EST BIEN MAIS LES RÉSULTATS NE SERONT LÀ QUE DANS 10-15ANS. OR, FACE À UN SENTIMENT D'URGENCE (CLIMATIQUE ET DE DIALOGUE INTERCULTUREL), ON PEUT SENSIBILISER, FORMER (EUX QUI SONT LE FUTUR IMMÉDIAT DE LA COOPÉRATION: LES JEUNES.) »
Christophe Vadon



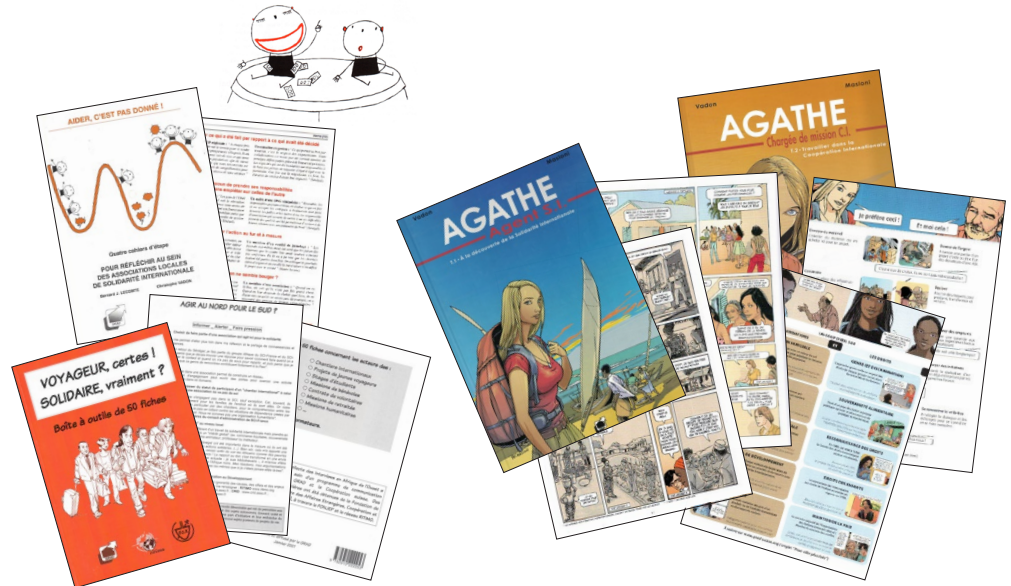
1995-2020 FGC Ritimo

Le développement des moyens de communication (informations, transports) interpelle les jeunes au Nord choqués par les images misérabilistes qu'on leur montre du Sud. Les touristes à leur retour de voyage pensent qu'ils peuvent faire quelque chose d'utile. La coopération décentralisée s'organise ville en ville. Tous veulent « Faire de l'Humanitaire ».

Christophe VADON et Bernard LECOMTE construisent des face-à-faces à partir de paroles de personnes recevant de l'aide et de personnes en apportant, ceci pour stimuler le travail d'autocritique des personnes engagées :

- un dossier pour les petites ONG (Aider c'est pas donné !)
- une boîte à outils pour les jeunes et voyageurs (Voyageur, certes ! Solidaire, vraiment ?)
- des BD pour les adolescent.

Des besoins d'analyse critique des premiers pas de la coopération apparaissent en particulier pour les jeunes volontaires.



2013-2020 FGC

Nous faisons parfois des animations dans les écoles primaires, les lycées et lors de manifestations en France et Suisse :

- pour tester les publications
- pour éveiller des initiatives citoyennes

Renée, Valérie, Geneviève et Claudine composent et éditent un livre illustré: « Rien de tel qu'une bonne crise »
Autour de Christophe une équipe porte le projet de l'auteur Marc Galvin d'une collection de romans d'aventures sur l'environnement pour les adolescents « La terre de Luna ». Une application numérique est spécialement créée, utilisable sur smart-phones et tablettes comprenant des dossiers scientifiques. Des dossiers « Agir » prolonge la réflexion sur le site du GRAD.

Depuis plus de 30 ans la FGC a soutenu de nombreux projets de publications de communication du GRAD. Rassemblement d'associations engagées dans la solidarité internationale à Genève, son évolution ressemble fort à celle de la coopération internationale: bureaucratisation des procédures, prédominance du carcan-projet à des fins de contrôle budgétaire.



LE GRAD EST COMME ÇA !

VOUS AVEZ DIT : OUTILS PÉDAGOGIQUES ?

Le GRAD relève à chaque production un triple défi: éditer une publication accompagnée de fiches pour les enseignants et des animateurs du Nord et du Sud, expliquer un sujet et s'en emparer pour inciter à agir (pédagogique) et enfin être accessibles au plus grand nombre en utilisant des formes variées et attrayantes (contes, histoires...).

On soumet une idée à des structures susceptibles de la cofinancer. Mais nous voulons rester libre et refusons de centrer la publication sur leurs actions ou de soumettre le texte à leur approbation. Le GRAD informe pour faire réfléchir et non pas pour communiquer sur le bien-fondé de projets.

LA VIE DU GROUPE

Le GRAD a compté jusqu'à 7 salariés. Sans eux l'association n'aurait pas pu fonctionner. Merci à: Brigitte Rey, Nathalie Besson, Catherine Jotterand, Christine Schilter, Paloma Perez, Estelle Despas, Valérie Bouloudani, Pierre Pittet, Benoît Lecomte, Christophe Vadon, Renée Lecomte...

AU SUD, ÉPAULER SANS DOMINER

Après avoir observé les initiatives des jeunes et des femmes, et comment appuyer celles-ci durant la saison sèche, au Burkina Faso, Bernard Lédéa Ouedraogo et Bernard Lecomte fondent en 1977 l'association de droit suisse «Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel» (Six-S). Six-S fournit des fonds souples et renouvelables dont l'utilisation est décidée par les groupements eux-mêmes.

INFORMER ET DÉBATTRE DANS LES VILLAGES AVEC LE PROGRAMME GRAD/SIX-S

Initiatives: Pierre FORRAT propose d'utiliser des montages audiovisuels pour informer et diffuser les expériences dans les villages d'Afrique de l'Ouest où intervient Six-S. Le GRAD va, dix années durant de 1982 à 1992, informer les villageois grâce à des projections de montages audiovisuels en soirée. Benoît Lecomte devient co-responsable de ce programme.

1982-1992 Six-S, financé par Coopération suisse, Misereor (D), Cebemo (NI).

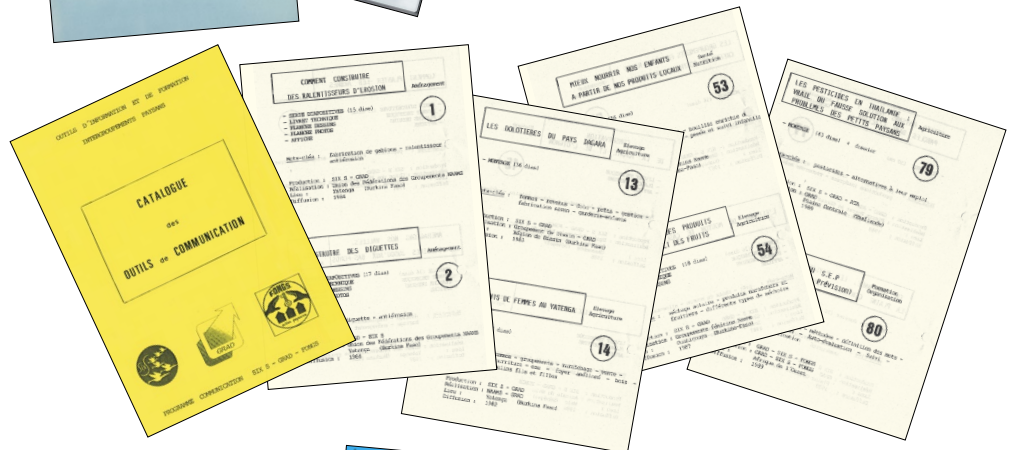
Un dispositif d'information, village par village, commode et aussi peu onéreux que possible. Des paysans bénévoles dits «Animateurs Audio-Visuels» (AAV) circulent de villages en villages avec un groupe électrogène et un projecteur diapos. Les murs des cases servent d'écran et les soirées de janvier à mai sont propices aux échanges.

Quand l'animateur a du talent, les discussions, entre hommes et femmes, jeunes et anciens, débouchent sur des actions variées au sein du village et puis dans d'autres localités de la zone.



Les 44 montages audiovisuels «Six-S/FONGS/FUGNaam/GRAD», produits de 1984 à 1989, se composent de 35 à 50 diapositives, d'une cassette-son, d'un livret reprenant les paroles de la cassette.

80 autres outils ont été réalisés sous différentes formes : séries-diapos, livrets techniques, planches-dessin, planches-photos, affiches. 32 de ces outils concernent des activités ou des responsabilités des femmes et beaucoup d'entre eux sont édités dans une ou plusieurs langues nationales (18 langues différentes).



Le partenariat GRAD-Six-S a permis la tenue de milliers de soirées-débats dans 5 pays (surtout au Burkina Faso et au Sénégal), durant 8 saisons sèches.

Par exemple, en 1989, 70 AAV ont animé près de 1000 soirées dans plus de 500 villages différents du Burkina-Faso.

« LE DÉFI À RELEVER C'EST LA NON INFORMATION. L'ADULTE CE N'EST PAS QUELQU'UN QU'ON FORME. IL A BESOIN DE VOIR. S'IL VOIT, GRÂCE AUX DIAPPOSITIVES, (CE QU'UN AUTRE PAYSAN EST EN TRAIN DE FAIRE: IL ADHÈRE. MAIS SI VOUS ÊTES LÀ, À LUI EXPLIQUER, À UN CERTAIN MOMENT IL S'ENDORT. LES IMAGES ET LES ÉCHANGES ONT PERMIS QU'IL ADHÈRE

ET (A JE DIS CHAPEAU AU GRAD. »
Saloum Bandia, ancien AAV, en 2019



LE GRAD EST COMME ÇA!

VOUS AVEZ DIT : COOPÉRER ?

« La coopération avec des organisations paysannes consiste d'abord et avant tout à (contribuer à) renforcer leur autonomie sur tous les plans : décisionnel, financier, organisationnel, etc. Le partage des savoirs et des informations est un des leviers pour le renforcement de cette autonomie, même si il est facile de se faire piéger par des méthodes qui vont réduire de fait cette autonomie. Aujourd'hui une utilisation renouvelée des outils informatiques peut apporter une valeur ajoutée certaine à la promotion de l'autonomie des partenaires, en faisant en sorte de mettre leurs savoirs en avant. » Étienne Dollfus

Le programme GRAD-Six-S a été la clé nous ouvrant le travail avec des centaines de paysans en milieu rural d'Afrique de l'Ouest. Chance pour le GRAD c'était juste au moment où les premiers groupements et des fédérations s'affirmaient. Ce travail humble, durable, montrant des innovations a été bénévolement pris en charge par des responsables paysans qui sont devenus nos partenaires. Et ceci à une échelle significative.

LA VIE DU GROUPE

Pendant ces 40 années nombreux sont les collaborateurs ponctuels ou stagiaires qui ont apportés leur contribution. Pour ne pas oublier les petites mains merci à : Florie, Matondo, Arena, Hugo, Antoine, Maryvonne, Marie, Denys, Maïté, Jean François, Ibou, Joubacar, Babacar, Mathilde, Mam, Hans, Mansi, Jessica, Emmanuel, Alice, Mark, Joëlle, Lucille, Rémi, Séverine, Alex...

INTRODUIRE LA FONCTION DE COMMUNICATION AU SEIN DES ORGANISATIONS PAYSANNES AVEC LE PROGRAMME INTERNATIONAL

Initiatives : Là où l'école existe, les alphabétisés n'ont rien à lire. Le besoin d'information dans les OP mobilisent des paysans-communicateurs dont les ex-AAV. Le GRAD agit pour que se crée un marché de documents destinés aux acteurs du développement, pour que des ruraux analysent et critiquent les pratiques de l'aide internationale, pour que les Organisations paysannes peu expérimentées n'ignorent pas la fonction « communication » et la pratiquent...

1995-2010 FGC

Pour que des OP peu expérimentées prennent goût à la « communication » et la pratiquent, parrainées par des communicateurs partenaires du GRAD, nous leur apportons, durant trois ans, des coups de main financiers et des conseils. Un comité de sélection repère et accompagne une multitude de petites actions intéressantes et novatrices de nos partenaires.

6 Fonds de Mini-Programmes de communication (FMP) sont mis en place durant la période, chacun finançant des actions individuelles ou collectives déjà engagées au sein des OP et nécessitant un coup de pouce pour faire leurs preuves ou passer une marche.

Cet outil (FMP) a été particulièrement utile aux mouvements paysans nationaux encore peu structurés et cloisonnés, comme l'était celui du Togo. Cet outil s'est révélé efficace pour stimuler les échanges inter-associations, voire inter-pays.



1995-2010 FGC

Pour les alphabétisés, Benoît crée et anime un Réseau de Bibliothèques Villageoises, près de 300, qui échangent entre elles dans 6 pays. Pour les acteurs du développement, est créé le Réseau de Diffusion de Documents pour le Développement, le R3D, composé de diffuseurs qui vendent nos produits et ceux d'autres éditeurs (INADES, Terre et Vie...)

Les bibliothèques reçoivent des livres GRAD-Six-5, des dons de livres, de revues et des rencontres d'échanges sont organisées. Les communicateurs du R3D relaient dans leurs propres organisations et participent à des foires ou des séminaires.

Cette multitude de petites actions novatrices de toutes ces personnes engagées, parrainées par des paysans-communicateurs partenaires du GRAD, n'ont pas intéressé de bailleurs de fonds sauf ponctuellement, la FGC. Les réalisations étaient trop peu visibles et le processus de long terme les rebute.



2010-...

Renforcer un large public d'acteurs d'un développement rural durable grâce à un travail quotidien de veille-internet (sur un certain nombre de thèmes) et de partages croisés (informations, savoirs, analyses et expériences) sur les médias sociaux. Il s'agit de saisir l'opportunité des réseaux sociaux pour faciliter la communication en milieu rural d'Afrique de l'Ouest où les smart-phones sont très répandus.

Fin 2017, Benoît a formé plus de 1 000 personnes dans 10 pays depuis 2012 sur les usages des « Médias Sociaux et des smart phones au service du développement ». Il a animé des conférences, des formations ou du suivi-conseil dans une trentaine de structures



« LES PERSONNES QUI ONT TRAVAILLÉ AVEC LE GRAD TU LES VOIS PARCE QU'ILS SAVENT COMMUNIQUER. ILS (ROIENT) EN EUX-MÊMES ET ILS PEUVENT S'EXPRIMER DANS N'IMPORTE QUEL ENVIRONNEMENT. »
Ousseynou Gueye, Sénégal

LE GRAD EST COMME ÇA !

VOUS AVEZ DIT : PRODUIRE ?

Grâce aux facilités que permettent les outils informatiques, tout le monde réalise ses publications. « Le plus important ce n'est peut être pas de produire et produire encore des outils, mais de faire connaître ceux qui existent et si possible les faire parvenir aux acteurs qui en ont besoin. Les réseaux sociaux nous permettent de mettre en liens 100 partenaires (du Sud et du Nord) pour qu'ils puissent mener 100 projets plutôt que de nous investir dans un seul projet chronophage. » Benoît Lecomte

La communication pour le développement s'applique à diffuser les résultats des actions. Ce processus permet aux populations rurales d'exprimer leurs opinions, de partager leurs connaissances. La communication pour le développement favorise la prise de décisions éclairées et l'action collective lors des initiatives de développement.

LA VIE DU GROUPE

Le GRAD ne serait rien sans les centaines et dizaines d'amis africains qui ont supporté des heures d'interviews, se sont arrachés de leurs occupations et de leur pratique orale pour relire des textes, nous faisant confiance quant à l'utilisation de leurs paroles. Merci à tous ceux qui ont participé à cette aventure du partage de savoirs.

FAIRE ENTENDRE LES VOIX DU SUD

EN ÉCHO AUX ACTEURS RURAUX... POUR CHANGER L'AIDE

Initiatives: Expérimentant l'intérêt de la communication pour sensibiliser au Nord et au Sud en s'appuyant sur l'expérience des 2 volets (N/S) de ses activités depuis sa création, le GRAD a identifié un besoin de dialogue Nord-Sud et des enjeux communs l'amenant à publier des outils utiles tant au Nord qu'au Sud.

1992-2000 FPH (Fondation pour le progrès de l'homme)

Pour les acteurs de la Solidarité Internationale:

Collecter l'information nécessaire pour concevoir et publier des outils pédagogiques destinés aux paysans, aux paysannes et aux agents ruraux et utiles aussi pour les ONG...

En 12 ans, 550 Fiches DPH sont extraites d'interviews décrivant les expériences des paysans d'Afrique de l'Ouest.

Elles sont également la matière première des outils pédagogiques pour réaliser des livrets, des dossiers, par exemple: « Six outils pour construire des partenariats durables » (42 fiches).

Soit des dizaines de rencontres pour composer des outils, ce qui nous a engagés dans un constant travail d'écoute de nos partenaires.

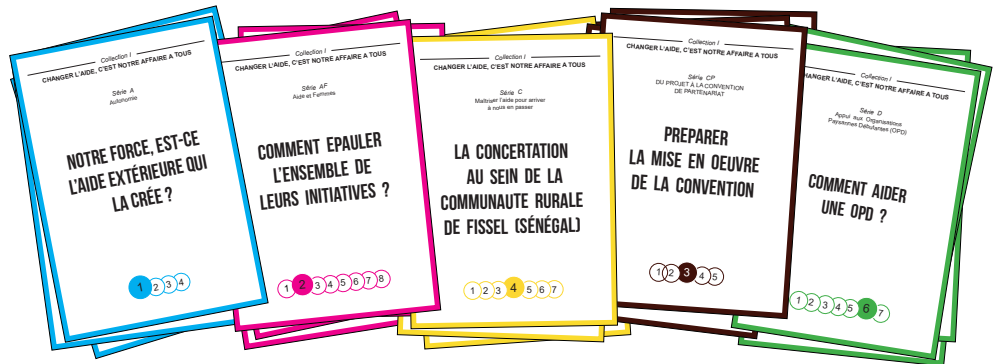


1997-2004 club du Sahel et DDC

Pour les animateurs paysans: Après 20 ans d'aide, le Club du Sahel veut faire son bilan. Pour que les ruraux analysent et critiquent les pratiques de l'aide internationale, le GRAD lui propose de mobiliser ses réseaux à la base.

L'Etude-Débat-Sahel (EDS) au cours de laquelle 40 « noyaux » d'échange et de réflexion sont initiés pour que les paysans analysent et critiquent 20 ans d'aide au Sahel et proposent des changements.

« EDS : (ETTE ACTIVITÉ DE QUATRE ANNÉES EST LE PLUS GROS EFFORT, POSTÉRIEUR À SIX-5, QUE L'ON AIT FAIT POUR DIFFUSER LES EXPÉRIENCES MONTRANT QUE L'ON PEUT FAIRE AUTREMENT DE LA COOPÉRATION AVEC LE MONDE PAYSAN. LE DERNIER, CAR LES RÉSULTATS N'ONT PAS ÉTÉ MIS EN VALEUR. »



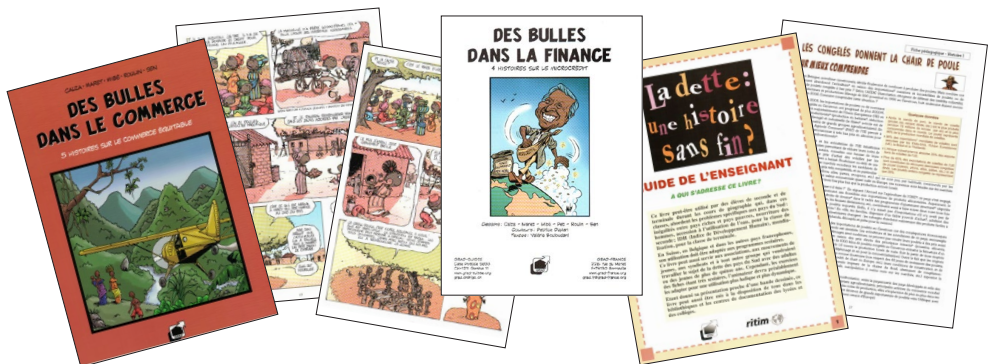
2001-2015 FGc, Ritimo,

Pour tous les publics: Sur des thématiques transversales au Nord et au Sud qui peuvent intéresser ou sensibiliser un large public: la dette, la souveraineté alimentaire, le commerce équitable, le micro crédit, la solidarité et la coopération.

C'est grâce à une initiative de Valérie BOULODANI que nous avons édité nos trois premières BD conçues entre elle et des dessinateurs suisses. Composées de plusieurs récits d'expériences, elles captent l'intérêt du lecteur, que celui-ci soit un adolescent ou un adulte.

« MÊME SI OFFICIELLEMENT IL N'Y A PLUS DE PARTENARIAT ENTRE LE GRAD ET SES ANCIENS PARTENAIRES, SUPPOSANT DE TRAVAILLER SUR UN PROJET COMMUN, EN RÉALITÉ CE PARTENARIAT SE POURSUIT. GRÂCE AU TRAVAIL QUOTIDIEN DU GRAD (CONSISTANT À VEILLER ET PARTAGER AVEC NOUS DES INFORMATIONS SUR DES SUJETS QUI NOUS CONCERNENT, IL NOUS PERMET DE CONTINUER À ÉCHANGER ET MUTUALISER NOS CONNAISSANCES. »

Idrissa Moumouni



LE GRAD
EST
COMME
ÇA!

VOUS AVEZ DIT: PARTENAIRES?

L'aide s'intéresse aux objectifs, aux coûts et aux délais. et ses financements occupent le rôle central dans la plupart des actions de développement. Chaque intermédiaire est contraint de dépenser rapidement les fonds alors qu'il faudrait plutôt lier entre eux le rythme de la dépense et les niveaux de capacités où en sont arrivés les gens. David Naudet

Le GRAD ne cherche pas à imposer une idée sur la manière d'aider. L'association rapporte fidèlement les paroles des acteurs du monde rural d'Afrique de l'Ouest sur leur vécu de l'aide. Aussi ses publications sont souvent critiques vis à vis des procédures et des relations de ceux qui, apportant une aide, sont directifs sinon autoritaires envers les organisations paysannes.

LA VIE DU GROUPE

Des associations ont compté pour nous: Ecole et Tiers Monde, FPH, CCFD, CRID, RITIMO, Associations membres de la FGC, Artisans du Monde, Magasins du Monde, SOS Faim, Inter Réseaux.

CAPITALISER POUR APPRENDRE ET DIFFUSER LEURS EXPÉRIENCES

Initiatives: Les paysans africains lisent et capitalisent peu leurs expériences par écrit. Désirant combler – tant que faire se peut – cette lacune, nous publions des dossiers illustrés, composés d'extraits d'interviews, sur différents aspects du mouvement paysan et sur les vies de leurs leaders. Plus tard, Benoît voyant le potentiel d'échanges d'expériences des réseaux sociaux va développer une gamme de services autour d'un profil Facebook et de groupes thématiques.

2004-2010 Agence de la francophonie, FGC

Nous cherchons comment présenter l'histoire du Mouvement paysan en Afrique de l'Ouest, dans les 10 pays membres du ROPPA, réseau né en 2000.

Plusieurs publications sont réalisées pour que le public d'Afrique de l'Ouest découvre les acteurs qui construisent le mouvement paysan et que le public du Nord s'intéresse à leurs cultures, leurs contextes et leurs stratégies...

Nous produisons, à partir des interviews et de photos:

- un CD-Rom de 280 écrans (textes, sons, photos, vidéos, tableaux) où les organisations, les acteurs, les événements et les politiques;
- un dossier Femmes: «Awa, Joséphine, Salimata et les autres», composé par Geneviève Joly,
- un dossier «Jeunes ruraux en Afrique de l'Ouest» composé par Bernard.

Un lourd et passionnant travail qui n'a pas trouvé ses publics, tant au Nord où peu d'exemplaires – pourtant agréables à lire et très parlants – ont été vendus qu'au Sud, le ROPPA ayant peu diffusé les dossiers et n'ayant pas demandé de mises à jour du CDROM.



2010-2020...

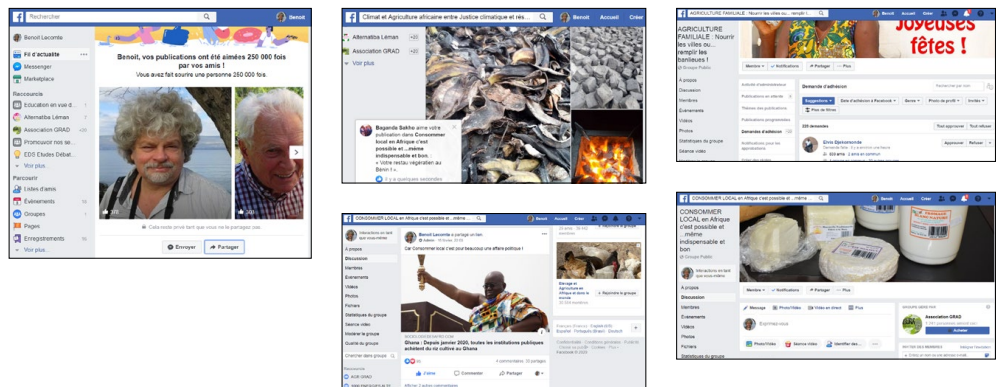
Utiliser Facebook malgré nos propres réticences. Pourquoi? Afin de saisir l'opportunité des réseaux sociaux pour faciliter la communication et renforcer un large public d'acteurs du développement en milieu rural d'Afrique de l'Ouest où les smart-phones sont très répandus.

Afin de fournir à nos partenaires paysans, et surtout aux communicateurs, une source d'informations géolocalisées.

Benoît réalise un travail quotidien de veille-internet (sur un certain nombre de thèmes) et de partages croisés (informations, savoirs, analyses et expériences) sur les médias sociaux.

Il incite des « Amis » motivés à animer des Pages Fb par pays comme par exemple le groupe « Consommer local en Afrique... c'est possible, indispensable et bon » co-géré par Toutane et Tata Ametoenyenu (Togo) est passé de 300 membres fin 2013, à 900 fin 2014 et à 4100 fin 2015 et 11000 aujourd'hui.

Ce travail alimente d'autres acteurs présents sur Facebook ou Twitter qui relaient nos news et nos posts et sert donc ainsi d'Agence de Presse spécialisée vers des dizaines de structures-relais du Sud et du Nord.



2017 FGC

Commence alors, outre un patient travail d'inventaire, une riche période d'échanges et de rencontres, chez eux ou à Genève et Bonneville, avec cinq ami(e)s d'Afrique de l'Ouest: Baganda Sakho (S), Demba Keita (S), Ndiakhaté Fall (S), Tata Ametoenyenu (T) et Mariam Maïga (BF).

Une nouvelle collection voit le jour: «Porter les paroles paysannes» qui présente les parcours de vie d'innovateurs du monde rural et de leurs associations.

Nous exploitons leurs entretiens dont certains enregistrés durant les années 1980. Des missions de Benoît en apporte de plus récents, Jean-Pierre Mathieu les frappe, Bernard compose, Renée corrige, Claudine Coppel et Josiane Laroche améliorent le brouillon. Benoît édite, fait imprimer et organise la promotion du livre.



LE GRAD EST COMME ÇA!

VOUS AVEZ DIT: PARTENARIAT DE LONGUE DURÉE?

Le 29 février 2010, le GRAD a organisé un colloque, portant sur ce thème, pour tirer des leçons de ses 40 années de travail et des expériences de Demba Keita, Ndiakhaté Fall et Baganda Sakho, présents parmi nous grâce à une invitation de la ville de Genève. Le compte-rendu de ces travaux est disponible sur le site du GRAD.

Au GRAD, la relation, les échanges, l'écoute, l'enregistrement, la transcription écrite sont des fonctions primordiales. L'ancien siège de la rue du Manet fut à ce titre le lieu de nombreux passages d'amis africains, et le lieu de rendez-vous du cercle des consultants autour de Martin Harder, et aussi celui du Centre RITIMO.

LA VIE DU GROUPE

Le 953 Chemin de la Ventreuse à Bonneville est le foyer qui a permis de vivantes et durables amitiés en particulier entre les bénévoles du GRAD, sans compter les dizaines d'entretiens avec les amis africains. Mais cette adresse n'est pas la seule. Dans sa maison de retraite, Geneviève Pillet est toujours disponible, comme le sont, dans l'Ain, Odile et Jean-Pierre Goyffon, et – à 850m d'altitude – Benoît l'âme de cette « fonction Accueil »

ILS PARLENT DU GRAD

SES PARTENAIRES PAYSANS ?

« Grâce au programme d'animation audiovisuelle GRAD-Six-S, des groupements sont venus de partout adhérer à notre union encore débutante. »

« Le GRAD a fourni à notre association ce qu'il faut pour que nous ayons l'envie, les méthodes et un peu de ressources pour communiquer entre les villages. »

« Benoît nous interroge puis, ensemble, l'on réfléchit et nous produisons un outil de formation que le GRAD édite et diffuse. »

« Il a su créer des liens entre les différentes organisations paysannes d'une même région puis de plusieurs pays. »

« C'est un réseau d'amis du Sud et du Nord, d'ici et de là-bas, ayant une vision commune des questions du développement. »

« Il nous pousse à prendre part aux débats sur les comportements et les procédés des acteurs de l'aide. »

« Grâce à ses veilles sur les réseaux sociaux, nous sommes désormais tous -sans cesse- informés des expériences de paysans d'Afrique de l'Ouest et nous exposons nos propres résultats. »

« Le GRAD ne nous invite pas à ses assemblées générales (comme le faisait Six-S). »

« L'association n'a pas un volume de ressources et de personnel qui correspondent à nos besoins et à son ambition (à l'exception de l'époque GRAD-Six-S). »

SES PROPRES MEMBRES ?

« Quand s'ouvrait une relation avec une organisation paysanne, nous l'envisagions sur le long terme. Ce qui impliquait des sortes de « fiançailles » pour faire connaissance, de part et d'autre. Il s'agissait, en premier lieu, de relations d'échanges, de conseils et de mise en liaison avec d'autres acteurs, qui pouvaient continuer même quand un « contrat » était terminé. »

« Même quand elles font partie d'un programme et d'une convention de financement, nos activités s'inscrivent dans une dé-

marche globale et point trop planifiée, plus proche d'un processus que d'un projet. »

« Plus une relation dure, moins elle ressemble à un partenariat; elle évoque plutôt une « complicité », et finalement une amitié. »

« Investir un lieu comme la « Plateforme Souveraineté Alimentaire » (FGC, Genève) a permis à nos partenaires d'y apporter leurs expériences puis d'en devenir membres. »

« Au delà de la collection « Porter les paroles paysannes », développons un « dispositif » pour centraliser, mettre à disposition et diffuser le capital d'expérience des innovateurs. »

DEUX ÉVALUATEURS DE L'ACTION DU GRAD EN AFRIQUE DE L'OUEST (2004) ?

« Les partenaires du GRAD voient en lui l'animateur permanent capable de rassembler et partager l'information au quotidien : ceci d'autant plus que sa notoriété est reconnue en matière d'animation et qu'il a une place privilégiée auprès (...) des bailleurs de fonds du Nord. »

« La mise en réseau, impulsée et prise en charge par le GRAD, a été unanimement appréciée par ses partenaires (africains). L'ensemble des participants aux deux ateliers par pays était d'avis que tout réseau qui se veut viable et durable doit avoir un caractère informel et avec comme principal facteur mobilisateur l'intérêt que chacun y cherche et trouve. »

Cette forme de structuration donne un maximum de souplesse et de liberté que n'ont pas les organisations formelles (institutions). Pour renforcer sa viabilité, le fonctionnement du réseau doit être régi par une charte définissant l'ensemble des valeurs qui président à sa cohésion et aux engagements de ses membres. »

(Ce dernier point est ce que nous souhaitons obtenir en fondant le FECAO, projet refusé par la commission technique de la FGC.)

« Le GRAD doit montrer clairement comment il intègre ou articule sa collaboration avec son réseau de personnes-ressources et celle qu'il entretient avec les institutions locales (...). A notre avis, il est plus aisé d'amplifier la diffusion et d'insérer son action dans une dynamique locale par une institution que par un individu :

a) Encore faut-il que les institutions prennent soin de leurs membres. Or « De 1985 à 1992, nous avons compris, par l'autoévaluation en particulier, que les paysans-formateurs et animateurs, n'avaient pas de soutien de la part de leurs associations. » (Mamadou Cissokho, 2009).

b) Cet avis a perdu sa pertinence quand l'outil « réseaux sociaux » a été pris au sérieux d'abord là-bas puis ici. »



Retrouvez des documents audio et vidéo complémentaires sur la chaîne youtube du GRAD.

DU PROJET AU PARTENARIAT

Depuis 1960, le système d'aide utilise l'instrument-projet pour obtenir à la fois une prévision des objectifs et un budget. Ce faisant, il force tous les acteurs à raisonner, puis à agir, selon un raisonnement déductif : les objectifs étant déterminés, l'on choisit la voie pour les réaliser, fixe le volume des moyens, prépare les critères et les indicateurs d'évaluation des écarts entre le prévu et le réalisé. Tout ou presque étant prévu d'avance, l'exécution du projet n'a plus qu'à se dérouler.

Un bon nombre de courtes missions d'évaluation de ce système nous montraient alors que l'instrument-projet est, en soi, mal adapté aux actions de changement social en milieu rural.

Pourquoi ? Le travail d'une organisation paysanne est une suite d'initiatives, d'hésitations et de reculs de nombreux acteurs aux intérêts divers. Les choix de rythmes et les objets des actions ne peuvent être que le fruit de négociations entre ces derniers, menées à chaque changement de saison pour tenir compte du contenu des greniers, de la présence de bras valides et des incertitudes climatiques. Des conditions plutôt différentes de celles convenant pour l'exécution d'un projet.

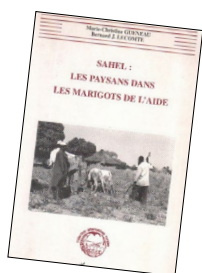
Jusqu'aux années 1990, négocier des projets de deux ou trois années chacun, avec leur lot d'allers retours Sud-Nord, de procédures imposées et de décisions aléatoires étaient la règle. Aussi, quand apparaissent les concepts de partenariat, nous avons eu de l'espoir ! Le vocable « partenaire » laisse, en effet, entendre une relation entre deux acteurs libres, égaux et durablement engagés à coopérer entre eux. Un partenariat ne peut naître que si la volonté de « durer ensemble » est présente des deux côtés. Il ne prend racine que cultivé dans un terrain plus riche que celui de l'élaboration d'un document de projet par un consultant. Ce terrain se défriche en s'écoulant, chacun exprimant son expérience, osant dire ce qui le motive et ce qui le freine. La relation se construit sur la reconnaissance des valeurs de l'autre. Elle se renforcera par l'analyse patiente des échecs, des présupposés et des difficultés rencontrés pourvu que chacun accepte la critique de son comportement.

Cet espoir ne pouvait être qu'un leurre, « la main qui donne étant placée au dessus de celle qui reçoit », il n'était pas possible pour des agences d'aide de devenir des « partenaires » (égaux et durablement engagés).

Et, depuis 2005, la nouvelle procédure dite « Appel à projets » instaure la concurrence tout en défavorisant ceux des acteurs qui n'ont pas fréquenté les amphithéâtres universitaires. Il faut beaucoup de ténacité et de savoir-faire aux organisations du Sud et du Nord pour faire co-financer, appel après appel, leurs partenariats.

De notre côté, nous avons petit à petit comme perdu le goût de ce type d'exercice.

Pourtant si l'on interroge les acteurs du sud ou du nord, que l'on entend les analyses d'acteurs qui s'y intéressent, plus les procédures se bureaucratise ou deviennent des assurances comptables, bref plus l'outil projet est utilisé plus les résultats sont médiocres : à peine 20% des projets ne subsistent 3 ans après leurs clôtures. Et nous nous mettons à rêver qu'une même prise de conscience qu'en 1980 amène certains bailleurs à laisser aux organisations locales la liberté d'entreprendre à leurs idées et à leur rythme pour qu'ils se réapproprient leur avenir et le notre...



LÉGENDE DES TABLEAUX



Chaque chapeau présente une initiative ou une intuition qui engagera le GRAD à développer une action de communication.

Les intentions du GRAD dans la mise en œuvre de ses activités. Pour qui et pour quoi faire ?

Les activités et les publications réalisées par le GRAD.

Des commentaires sur les partenariats et les relations d'aide vécues.

Citations de partenaires ou de membres qui expliquent un aspect du travail du GRAD.

Les principes qui orientent les activités du GRAD, sa manière de voir la Solidarité Internationale.

FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION



« PARTENARIATS DE LONGUE DURÉE » a été réalisé par le GRAD et a bénéficié du soutien des collectivités publiques genevoises à travers la Fédération Genevoise de Coopération. Conception et rédaction : Bernard Lecomte et Christophe Vadon. Graphisme : Nicolas Courlet.



Attribution + Pas d'Utilisation Commerciale + Partage dans les mêmes conditions (BY NC SA) : Le titulaire des droits autorise l'exploitation de l'œuvre originale à des fins non commerciales, ainsi que la création d'œuvres dérivées, à condition qu'elles soient distribuées sous une licence identique à celle qui régit l'œuvre originale.

www.grad-s.net

PARTENARIATS DE LONGUE DURÉE

3

DÉBATS: LE TEMPS D'UN PROJET OU LE TEMPS D'UNE VIE?

ÉCHANGES ET LEÇONS AUTOUR D'EXPIÉRIENCES NORD/SUD
PAROLES DE LA JOURNÉE
DU 29.02.20 À GENÈVE

INTRODUCTION

Depuis ses débuts en 1977, le GRAD a tissé des relations directes avec des leaders paysans puis avec des organisations rurales d'Afrique de l'Ouest. Depuis 1986, des entretiens en tête à tête avec des centaines de paysans sont enregistrés et en partie exploités. Ces dernières années, à la suite de la publication du livre « Dieu n'est pas paysan » de Mamadou CISSOKHO, plusieurs responsables nous ont interpellés pour que nous publions leurs expériences. Trois nouveaux livres sont désormais disponibles, ceux de Baganda SAKHO, de Demba KEITA et de l'Union des Groupements Paysans de Meckhè (UGPM), dont le secrétaire général est Ndiakhaté FALL.

En parallèle, le GRAD a effectué une étude de cinq « Partenariats-de-longue-durée » vécus - depuis le début des années 1980 - par cinq de ses partenaires (les trois cités ci-avant, un togolais et une burkinabé) et une étude des partenariats du GRAD lui-même, ceux partagés avec ses interlocuteurs africains et ceux conclus avec des organismes d'aide.

En organisant cette journée nous souhaitons :

- partager ces expériences avec un public intéressé à découvrir l'histoire des relations entre des organisations paysannes (OP) du Sud et des ONG du Nord ;
- faire connaître l'évolution du partenariat-longue-durée, confronté aux évolutions du système de l'aide internationale ;
- exposer nos analyses et nos outils à la critique des participants.

1 LES DIFFÉRENTS PARTENARIATS ÉVOQUÉS ET LES CARACTÉRISTIQUES DES PARTENARIATS DE LONGUE DURÉE (PLD)

La durée des différents partenariats varie entre une seule année (Ex. : UE et APRAN) et plus de trente années (Ex. : GRAD et APRAN ou UGPM ; Coopération décentralisée entre Montrevel et Koar). Leur nombre sur la période 1977-2017 varie entre six (Koar), huit (Apran) et douze (UGPM).

Entre les divers cas, le PLD de beaucoup le plus durable est celui de la coopération décentralisée : 31 années entre Koar et Montrevel. Mais quel sort sera le sien à l'issue des élections municipales de cette année 2020 ?



DEMBA KEITA (Député, SG de l'APRAN, Ziguinchor, S) : Un PLD demande plusieurs choses : partager une même vision, se mettre d'accord sur des principes et des modes de collaboration, construire une confiance mutuelle et vivre dans la solidarité, s'engager dans un même combat. Quel combat ? Celui de la défense des intérêts des organisations paysannes face aux États et face au marché international.



DANIELE FINO (Consultant) : Le PLD repose sur la qualité des relations entre des personnes. Le facteur humain y tient donc une place essentielle. Je ne pense pas qu'il faille opposer le PLD avec la courte durée, les deux formes sont complémentaires. Dans un PLD, une vision partagée, de la réciprocité, de la coresponsabilité sont caractéristiques d'une approche visant à « changer le monde », mais, selon les circonstances, on peut s'ouvrir à de nouveaux partenariats ou opportunités.



ISABELLE LEJEUNE (Tourisme For Help, PSA-FGC) : Comment vous, à l'UGPM, faites-vous (vos partenaires et vous) pour que vos partenariats durent ?



NDIAKHATE FALL (SG de l'UGPM, Meckhè, S) : Je prends l'exemple de Frères des Hommes-Italie, partenaire de notre organisation depuis 1991. Il y a des moments où nous ne recevons pas d'argent de leur part mais nos échanges continuent et nous discutons des difficultés et des nouvelles orientations stratégiques. Puis de nouvelles opportunités de financement leur arrivent et nous élaborons ensemble un nouveau programme.



BERNARD COMOLI (...): Le partenariat ? Cela m'interroge. On n'est pas vraiment partenaires avec des gens auxquels nous donnons de l'argent. Ceux avec lesquels je travaillais me disaient : « Vous nous demandez des tas de papiers, mais nous on apprendra à danser avec la musique, on s'adapte ». Pour un Yanomani, seul le présent compte, le lendemain ne veut rien dire. Nous remplissons des comptes-rendus, et c'est normal parce que c'est de l'argent public, mais on ne se rend plus compte que le partenaire est dans un autre monde.



ISABELLE MILBERT (Présidente de la commission partage de savoirs de la FGC) : En Inde, je travaille pour des familles habitant des bidonvilles dans la vallée du Gange. Deux femmes, qui sont aujourd'hui des sœurs pour moi, y ont fondé une coopérative permettant aujourd'hui à 10 000 femmes de gagner leur vie par la vente à l'exportation des tissus brodés qu'elles fabriquent. Elles ont trouvé bon nombre de partenaires parmi les ONG.



BENOÎT LECOMTE (GRAD, Genève-Bonneville) : Dans le cas de l'UGPM, la distinction entre le « partenariat de lobbying » (CETIM) et un « partenariat de réalisations » (FDH) est apparue clairement et que, durant un PLD, des partenariats de courte durée sont des « briques » utiles pour innover.



CHRISTOPHE VADON (GRAD, Genève-Bonneville) : Dans les trois cas, de courts projets ont produit des « tilts ».



BENOÎT : Au cours d'un PLD, des transmissions entre personnes ont lieu, au Nord surtout, et parfois ceci crée de l'inquiétude au sein de l'OP. D'autre part, on entend ceci : « Si nous changeons de président, là-bas continueront-ils à nous aider ? »



NDIAKHATE : Un PLD va créer des amitiés et ceci peut être un danger pour la poursuite de la relation entre les deux organisations.



FERNAND VINCENT (IREC, IPD-AOS) : Le partenariat de longue durée peut avoir des effets néfastes si il limite la construction de l'autonomie.



2 DE L'APPROCHE SOCIALE À L'APPROCHE ÉCONOMIQUE DES PARTENARIATS

Les partenariats peuvent-ils se contenter d'une approche sociale ? Le moment n'est-il pas venu de s'engager dans une approche économique qui corresponde à l'attente des paysans ? Mais les organisations du Sud en ont-elles les moyens ? Et les partenaires du Nord sont-ils prêts à les soutenir dans cette voie ?



BERNARD : Les OP sont nées de deux sources : d'un espoir (« Formons entre nous, jeunes ruraux, des groupements pour sauver nos villages ») et d'une manne (la grande sécheresse de 1973-74 a introduit dans les villages des acteurs de l'aide internationale). Cette rencontre, durable pour certains, s'est faite selon une « approche sociale du partenariat ».



FERNAND : Aujourd'hui, en 2020, il semble venu le temps de changer d'approche mais les habitudes acquises sont tenaces et freinent la progression d'une « approche économique ». Partout des CLEC (Caisses locales d'épargne et de crédit) existent et prêtent à leurs membres mais n'ont pas de capitaux suffisants pour épauler les investissements lourds des entreprises paysannes.



BERNARD : Et puis les capacités propres des OP à conduire cette évolution restent faibles. Par exemple, l'on sait faire écrire une demande d'aide mais qui sait préparer un dossier pour un emprunt en banque ? Et quels liens de collaboration existent entre de jeunes universitaires et les OP de leurs parents ?



PHILIPPE EGGER (IREC, Genève) : L'Afrique de l'Ouest aujourd'hui dépense en importations de semences et d'engrais l'équivalent de ce qu'elle reçoit comme aide internationale. Est-ce que les partenariats de longue durée peuvent changer cela et donner plus d'opportunités aux productions et aux ventes des paysans ?

LES PARTENARIATS A KOAR



Des sources de financement stables, des partenaires capables d'innover, des relations assez fortes pour s'inscrire dans la durée.

1 LE PARTENARIAT DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ENTRE KOAR ET MONTREVEL-EN-BRESSE

La coopération décentralisée est un mode de coopération internationale au développement comprenant toutes les relations d'amitié, de jumelage ou de partenariat nouées entre les collectivités locales d'un pays et les collectivités, équivalentes ou non, d'autres pays.

LAURENCE DAGUIER (CSI, Montrevel-en-Bresse) : Le docteur Louis Jannel, un visionnaire, avait organisé, dans sa commune de Montrevel, le développement local et la coopération internationale, dès les années 80.

RENÉ CHATELET (CSI, Montrevel-en-Bresse) : Pour financer cette dernière, il n'a pas hésité à prélever une taxe de 2,30 € par habitant. Le maire qui lui a succédé l'a fait durer et elle est encore en vigueur aujourd'hui, rapportant environ 50 000 € par an ce qui permet à la commune d'apporter sa part dans les programmes de coopération décentralisée en Roumanie et au Sénégal.

BAGANDA SAKHO (Maire de Koar, S) : Nos relations datent de plus de trente années et sont nées d'une initiative de la Fédération des pays de Rhône-Alpes qui a coopéré jusqu'en 1996 avec le département de Goudiry dont mon village, Koar, fait partie.

Cette même année, j'ai été élu pour la première fois, puis chargé, dans la communauté rurale de Kothary, de la coopération internationale et tout de suite été invité à Montrevel. Depuis lors, nous ne nous quittons plus.

Ce ne sont pas seulement des relations entre un bailleur de fonds et un receveur. Les financements sont utiles mais les échanges entre nous le sont plus encore. Par exemple, dès 1998, Montrevel a invité notre troupe culturelle de vingt-huit jeunes, garçons et filles et adultes et cela a tissé des liens très forts.

LAURENCE : Aujourd'hui, on parle de développement durable et de démocratie participative, mais en 1998, c'était loin d'être le cas et Montrevel ne savait pas comment s'y prendre pour préparer l'Agenda 21. Nos partenaires de Kothary nous ont alors montré la voie en nous disant : « Il est possible de faire participer pleinement des partenaires, des associations locales, de simples habitants. Nous l'avons fait ».

BAGANDA : Lors de l'élaboration de notre plan de développement local à Kothary, nous avons utilisé une méthode qui permettait aux habitants qui le voulaient de participer aux choix. Nous avons été aidés pour réussir cela

par notre partenaire de Genève, « Les Jardins de Cocagne - Solidarité Nord-Sud (JACO) ». Nous nous enrichissons mutuellement, chacun donnant à l'autre son expérience.

Jacques FONTAINE (CSI, Montrevel-en-Bresse) : A Montrevel en 2020, notre défi est de faire renouveler nos accords de coopération décentralisée par notre nouvelle communauté de communes forte de 14 communes et 17 000 habitants. Montrevel hérite de près d'un demi-siècle de coopération, ce qui n'est pas le cas des autres communes où il est probable qu'un certain nombre d'habitants préféreraient « aider la Corrèze avant le Zambèze ».

2 LE PARTENARIAT ENTRE DEUX ASSOCIATIONS :

Soxaana Feddè, l'association des villageois de Koar et Jardins de Cocagne/Solidarité Nord-Sud. Un partenariat entre une coopérative de production du Nord et une organisation de producteurs du Sud : des enjeux et des défis semblables.

BAGANDA : Nous avons bénéficié d'un fonds souple apporté, en 1993, par nos amis de Jardins de Cocagne, Reto Cadotsch et François Aubert et financé par la FGC. Il a été géré par quatre organisations paysannes, dont Soxaana Feddè, qui ont choisi de l'utiliser pour mener une recherche-action sur l'épargne et le crédit. Et si un « projet » a bien réussi, c'est celui-là car il a permis le démarrage et de suite l'extension des Caisses Locales d'Épargne et de Crédit, les CLEC (plus de trente aujourd'hui au sein d'une fédération entre Bakel et Tambacounda). Depuis ce moment et jusqu'à ce jour, nous réalisons ensemble différentes activités dont l'alphabétisation, l'eau, le stockage des céréales et la prévention du SIDA (avec Brigitte Studer).

Et puis, c'est par mes amis de JACO que j'ai connu le GRAD et publié mon récit de vie.

BRIGITTE STUDER (Jardins de Cocagne Solidarité Nord-Sud) : « Les Jardins de Cocagne » est une coopérative de production de légumes à Genève, entre producteurs et consommateurs qui, sous l'impulsion de Reto Cadotsch, a promu un volet de solidarité, et est devenue « Les Jardins de Cocagne/Solidarité Nord-Sud » (JACO). Nous sommes partenaires de l'association des villageois de Koar, Soxaana Feddè. Depuis 1984, « JACO » organise, à Genève, des expositions et des débats (l'émigration, les producteurs, bientôt les semences) pour montrer comment cela se passe dans les pays du Sud et comment cela se passe ici, au Nord. Les membres de la coopérative de JACO donnent pour le travail à l'international 1% de leurs achats de produits du potager.

LIRE ET CAPITALISER AU SEIN DES OP

BERNARD : Capitaliser, c'est garder par écrit la mémoire de ce qui se passe de façon à pouvoir la communiquer à d'autres et donc partager l'expérience. Par écrit... parce que la mémoire « orale » ne transmet ni longtemps après, ni avec exactitude. Faute d'enregistrements sinon de textes venant des OP elles-mêmes, à l'exception du livre de Mamadou Cissokha, nous avons écouté, enregistré, puis édité. Mais cela ne remplace pas la capitalisation par les acteurs eux-mêmes.

NDIAKHATE : Si nous ne faisons pas de récits écrits, la transmission à nos enfants sera seulement orale et eux nous diront, comme nous le disons à nos anciens : « Vous n'avez rien fait ».

BERNARD : Les jeunes en lisant votre livre vont-ils reconnaître le travail que tu as fait, Ndiakhate, depuis 1983 ?

NDIAKHATE : Oui, et peut-être même que ces lectures et échanges produiront un deuxième livre ! Parce que chacun des animateurs aura ce livre et qu'ensuite des rencontres leur permettront de critiquer ce que l'association fait. Et cela nous amènera à évoluer.

CHRISTOPHE : Pourquoi la relation entre un jeune intellectuel et un leader est-elle si difficile ?

NDIAKHATE : Beaucoup d'étudiants viennent faire leur diplôme à l'UGPM mais ensuite l'on ne voit rien de leur travail. Ils disent : « Non, il faut qu'on finalise ! » Et puis, un stagiaire a un coût et nous ne prévoyons pas cela-ci dans nos programmes. Nous discutons avec les instituts de recherche et l'université de Thies pour obtenir ce type de collaboration.

DEMBA : Changer cela demande que l'on signe avec eux et leurs professeurs des protocoles et qu'ils ne puissent rien diffuser avant que nous ayons lu leurs textes. Ce serait à la FONGS que ceci devrait être organisé.

GÉRARD PEROULLAZ (Délégation Genève Ville Solidaire) : A Genève, des responsables politiques s'étonnent devant un projet de publication de livres : « Est-ce pour là-bas un bon outil de communication ? » D'autres disent : « Les jeunes d'ici liront-ils ces récits ? » Ils sont intéressés par les sites internet. Pourquoi ne pas choisir divers thèmes et confronter des analyses entre praticiens, universitaires et autres.

LES PARTENARIATS DE L'APRAN

Les organisations du Sud éprouvent souvent de l'acceptent de les suivre dans la longue durée. Be que ponctuellement et refusent de s'inscrire dar

1 LE PARTENARIAT DE LONGUE DURÉE AVEC LE GRAD

Suivre l'évolution des objectifs, produire des outils et renforcer les capacités

BERNARD : Les relations entre des groupements de la « zone 65 de Nyassia » et le GRAD ont débuté en 1980, à l'occasion des séances-débats dans les villages portées par le GRAD et l'association suisse Six-S (Se Servir de la Saison Sèche au Sahel et en Savane). Nous étions alors avant la naissance de l'« Association pour la promotion de l'arrondissement de Nyassia » (APRAN)

DEMBA : Ce programme de communication GRAD-Six-S (1978-1992) nous a apporté un grand nombre d'outils et de livrets et, surtout, c'est grâce aux zones Six-S que nous avons construit nos associations. Comment ? En négociant, entre groupements membres de la zone, pour le choix des actions, nous avons appris à programmer. En rendant compte de nos dépenses, sur le cahier de comptabilité de notre zone, nous avons appris à gérer de l'argent. En allant dans les villages pour voir quelles aides y étaient arrivées et à quoi elles avaient servi, nous avons appris à évaluer.

Puis, le travail du GRAD de 1992 à 2000 pour le renforcement des capacités des responsables paysans nous a permis d'acquiescer des méthodes pour élaborer des projets et des programmes, pour en assurer le suivi et l'évaluation et pour les négocier avec des partenaires. Ceci a été obtenu soit par des semaines de formation organisées par notre fédération, la FONGS, soit par l'utilisation d'une large gamme d'outils pédagogiques produits par des membres de nos associations, avec l'aide de Benoît Lecomte, puis édités et diffusés par le GRAD.

A partir de 2000, l'APRAN se consacre à la recherche de la paix et, depuis lors, nous travaillons avec le GRAD pour informer, faire reconnaître notre objectif, expliquer que notre association, l'APRAN, est neutre, que nous ne sommes ni du côté de l'État, ni du côté de la rébellion, que nous sommes là uniquement pour porter les préoccupations des familles paysannes. Cinq cahiers ont été édités montrant les divers aspects, les réussites et les difficultés de notre combat.

Dès 1985, la famille Lecomte m'a accueilli. Elle est pour moi une référence et un atout dans mon parcours de responsable paysan. C'est dire combien notre partenariat avec le GRAD est de longue durée et bâti dans la confiance et la solidarité.

2 LE PARTENARIAT DURABLE AVEC UNE ONG DU NORD

DEMBA : Pour aider l'APRAN, l'ONG allemande « Pain pour le monde » a agi, dès 1980, par un PLD (Plan Local de Développement) commençant par une période d'essai, puis une phase de renforcement institutionnel et enfin des programmes triennaux réussis élaborés avec les groupements sur le terrain et non en Europe. Mais elle a cessé de travailler au Sénégal à la fin des années 90.

ENTRE LES OP ET L'ÉTAT DU SÉNÉGAL, DE

PHILIPPE : En Afrique de l'Ouest, l'influence des organisations paysannes sur les politiques publiques reste faible et tout se passe comme si les États voulaient développer la production agricole sans en parler avec les paysans. Parallèlement, partout les terres de ces derniers sont accaparées par des urbains qui, eux, produisent selon les normes occidentales. Ma question est celle-ci : Comment mieux asseoir le pouvoir des paysans sur les décisions politiques qui les concernent ?

DEMBA : Cette question est notre défi et, si nous ne le relevons pas, nos organisations pourraient disparaître. Ce défi est double : acquiescer une capacité économique car aujourd'hui seuls comptent, même dans chaque famille, celui qui a de l'argent, celui qui est autonome ; et, en même temps, nous structurer de façon à pouvoir peser sur les décideurs politiques. Avant l'arrivée de Wade au pouvoir, quand le CNCR manifestait l'État tremblait mais, après 2000, le pouvoir ne voulait pas l'entendre et nous a divisés. Aujourd'hui, le CNCR est membre du Conseil économique, social et environnemental et il prend la parole devant Macky Sall mais il n'est pas considéré comme le représentant des OP. Il faut désormais qu'il se batte pour arracher ce pouvoir.

NDIAKHATE : A partir de 2000, l'État a travaillé en ignorant le mouvement paysan et il n'y a pas eu de partenariat entre les institutions publiques et nous. La relation des OP avec l'État du Sénégal est à sens unique. En 1996, nous avons fait



des difficultés à trouver des partenaires qui beaucoup de bailleurs de fonds n'interviennent pas la démarche stratégique de leur partenaire.

3 LES PROJETS DE COURTE DURÉE

DEMBA: *Aucun partenariat de l'APRAN, autre que notre relation avec le GRAD, ne dépasse huit ans. Depuis 2000, aucun n'a dépassé trois ans et nombreuses ont été les années sans aucun apport d'aide extérieure.*

En 2000, comme par miracle, nous obtenons une aide importante, pour trois années, de l'USAID.

BERNARD: *Une vingtaine d'animateurs-paysans, tout à fait durables, sont la ressource propre de l'APRAN. Quand une aide est obtenue, ils travaillent pour l'association qui leur donne alors des indemnités. Vient le temps des vaches maigres, ils se consacrent alors à leurs exploitations familiales et vivent des activités de celles-ci. Et cette débrouillardise dure depuis vingt ans.*

DEMBA: *Pour faire face, nous cherchons de nouveaux partenaires mais la situation de conflit rebute ces derniers. L'Union Européenne, par exemple, connaît l'engagement de l'APRAN mais ne fera rien pour financer son travail. Par contre – à l'opposé du PLD – elle lance un appel d'offres pour trouver des vulgarisateurs du thème de la « Bonne Gouvernance » et c'est l'APRAN qui le gagne et peut rémunérer ses animateurs durant douze mois.*

4 LE NON-PARTENARIAT AVEC L'ETAT

BERNARD: *Ce dernier ne considère pas les Organisations Paysannes comme des partenaires potentiels mais il s'en sert pour bon nombre de besoins.*

Et, quand Demba accepte, en 2017, la proposition du chef de l'État de devenir député, l'APRAN perd le travail de celui qui était sa cheville ouvrière.

5 LES PARTENARIATS AVEC DES ENTREPRISES

BERNARD: *Depuis 2010, constatant l'inconstance des financements extérieurs et l'absence des ressources publiques, l'APRAN se tourne vers la promotion d'entreprises paysannes, en particulier pour la transformation et l'exportation des fruits (mangues, noix de cajou, papayes).*

DEMBA: *« Keita, dit en 2016 le nouveau chef de l'État, essaie de voir tout ce que tu peux faire pour que les jeunes et les femmes aient des emplois et je mets à votre disposition un fonds de garantie. » Et l'APRAN épaula depuis lors une cinquantaine d'entreprises paysannes grâce à un large partenariat entre des GIE familiaux, un importateur belge, une banque sénégalaise, le Fonds de garantie et l'APRAN. L'approche économique, avec ses prises de risques est présente.*

DES PARTENARIATS SONT-ILS POSSIBLES ?

une mauvaise expérience. Pour faire réussir une nouvelle étape de la décentralisation, la FONGS avait donné un mot d'ordre: «Présentez-vous comme candidats aux élections des conseils des communautés rurales» et beaucoup d'entre nous en sont même devenus les présidents. Pour réussir, un raccourci était de s'allier au parti au pouvoir, le parti socialiste à l'époque. Quatre années plus tard le pouvoir est passé aux mains du parti de Wade et pendant douze ans aucun dialogue n'a été possible entre l'État et les organisations paysannes car nous étions considérés comme étant des gens au service de ses adversaires politiques.

BERNARD: *L'État utilise les OP mais ne les finance pas du tout, même quand le service rendu est évident et peu coûteux en ressources (ex: en Casamance, le retour des familles dans leurs villages). Par contre, la décentralisation étant de plus en plus effective, des ressources du budget de l'État et des aides sont désormais gérées par les communes (ex: à Koor, les routes et la forêt). Une difficulté actuelle est que le président Macky Sall veut agir en milieu rural mais qu'il a choisi de le faire par la voie économique, qui permet à quelques paysans d'emprunter à la banque pour investir et non plus par la voie socio-économique, celle que les ONG et les OP utilisent jusqu'à présent, qui combine subventions et crédit mutuel et touche beaucoup exploitations familiales.*

LES ALLIANCES DE L'UGPM



1 UNE « ALLIANCE » ENTRE UGPM, LA VIA CAMPESINA ET UNITERRE

NDIAKHATE FALL (SG DE L'UGPM, MECKHÉ, S): *En 2004, j'étais parmi les délégués sénégalais à la conférence de La Via Campesina au Brésil. C'est là que notre Conseil national de Concertation et de Coopération des Ruraux du Sénégal en est devenu membre et que j'ai été nommé au sein de la Commission pour la défense des droits des paysans (...). Nous collaborons avec beaucoup d'organisations du Sénégal comme de la sous-région pour faire discuter à la base nos propositions d'articles de la Déclaration. des droits des paysans (Livre GRAD-UGPM, P. 179)*

ANNE GUEYE-GIRARDET (Uniterre, Genève): *Notre syndicat paysan suisse, Uniterre, est membre depuis 1993 de La Via Campesina (LVC), et a été actif pour établir la coordination du mouvement au niveau européen. Nos actions sont essentiellement le plaidoyer politique, le soutien à nos membres et la promotion de la souveraineté alimentaire en Suisse et des partenariats.*

Nos partenariats avec les paysans du Sud sont basés sur une vision commune et le partage des connaissances des deux parties sur les enjeux des relations entre le Nord et le Sud. Nous nous disons souvent que les yeux de nos partenaires nous permettent de voir nos propres cécités. Grâce à eux, nous pouvons mieux orienter nos revendications politiques et construire nos argumentaires.

Notre organisation est encore fragile et fonctionne uniquement à partir des cotisations de ses membres paysans, et l'un de nos objectifs est d'arriver à gérer des projets.

Nous avons travaillé au sein du dispositif de préparation de la « Déclaration sur les droits des paysans ». Chaque rencontre permettait de tisser des liens entre les jeunes, entre les femmes, tandis que les réseaux sociaux présentaient des expériences et cela a amélioré peu à peu les contenus des actions de plaidoyer.

2 UNE « ALLIANCE » ENTRE UGPM, LA VIA CAMPESINA ET LE CETIM

MELICK ÖSDEN (CETIM, Genève): *Au début des années 2000, le mouvement mondial des paysans La Via Campesina (LVC) a commencé à réfléchir sur les problèmes posés aux paysans par le système d'économie libérale, en particulier sur l'absence de droits pour les protéger. Pourquoi vivent-ils dans de mauvaises conditions et parfois s'exilent quand ils n'arrivent pas à*

vivre de leur labeur. Il y avait déjà des liens entre LVC et le CETIM et nous avons contribué depuis 20 années à l'élaboration par nos amis paysans de la « Déclaration sur les droits des paysans » et à sa présentation à l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU). Le fonctionnement de l'ONU n'est pas évident, savoir où frapper dans les ministères non plus, et c'est pour vaincre ces difficultés que LVC et le CETIM ont agi ensemble. Cette cause a été portée par LVC et des institutions amies (pêcheurs, etc.).

C'était très important qu'il y ait une concertation dans ces négociations intenses entre les paysans et les représentants des États, il y a eu des compromis. Il fallait que tout ce qui se faisait lors des rencontres à Genève « descende » pour que les organisations sur le terrain en discutent, que les paysans donnent leur avis et qu'à la fin chacun d'entre eux puisse dire: « Moi, je suis dans ce texte, ces droits sont bien les miens ». Ce travail laborieux a été accompli par Ndiakhate et ses collègues pendant de nombreuses années.

Quelques pays africains n'ont pas voté mais tous ceux qui étaient présents à New York ont voté « pour ». Mission accomplie! Le résultat, la Déclaration, est là mais respecter ce texte n'est pas une obligation pour les États et si nous voulons qu'il le soit, il faut tous nous mobiliser. Ce que devraient faire maintenant nos États, c'est analyser les législations pour voir les contradictions entre celles-ci et la Déclaration, en particulier pour les accords internationaux. Quant aux organisations paysannes, il leur faut travailler étroitement avec leurs collectivités publiques.

NDIAKHATE: *En 2020, nous, organisations paysannes, devons relever deux défis. En premier lieu, il est important que nos membres s'approprient les textes de la Déclaration pour, surtout, rendre légitimes nos luttes qui jusqu'à présent étaient criminalisées. En deuxième lieu, nous devons trouver comment amener nos décideurs politiques à voter des lois permettant l'application de nos droits, pays par pays.*

BENOÎT: *« Comment nommez-vous les liens entre LVC et vous, le CETIM ? »*

MELICK: *Nous avons une vision commune, on sait où l'on veut aller et nous avons élaboré ensemble la stratégie, disons que c'est une « Alliance ». A la différence de nos amis d'UNITERRE, organisation paysanne, nous ne voulons pas prendre des décisions à la place des paysans concernés.*

A QUI VENDRE LES PRODUCTIONS PAYSANNES ?

FERNAND: *Comme Demba l'a montré, le moment est venu pour les OP de discuter avec les commerçants, ceux qui achètent leurs produits (noix de cajou, mangues) et les vendent, pour obtenir une part de leur profit « Gagnant-gagnant ».*

Ma question: Est-ce que les organisations paysannes vont arriver à vendre, sans intermédiaires, leurs productions transformées sur le marché national ?

CHRISTOPHE: *au Togo, l'OADEL (Voir la page 7 du « Journal 1 ») promeut des relations directes entre des transformateurs et les consommateurs. Quant au marché international, qui peut croire qu'il fera place aux producteurs paysans...*

MELICK: *Ce que veulent avant tout les paysans c'est: « Nourrir leur communauté ».*

JACQUES: *Le marché est-il le mode indépassable du fonctionnement de l'économie mondiale ?*

LA TRANSMISSION DE L'EXPIÉRIENCE: UN DÉFI POUR LE GRAD

ELIANE (Association Graine de Baobab): *Il manque de jeunes dans cette salle alors que les exposés d'expériences que j'ai beaucoup appréciés mériteraient un large auditoire, dont des étudiants. Je souhaite que le GRAD, connu par son apport en matière de formation, puisse consacrer du temps, et pas seulement*

le samedi, à cette transmission. Il faut aller vers les jeunes. La jeunesse est présente aujourd'hui dans les rues pour obtenir plus d'engagement des citoyens et des États dans différents domaines. Notre rôle est de l'intéresser aux questions dont nous discutons ici.

LES RESSOURCES DES PLD



Comment assurer le financement des partenariats de longue durée ? De nombreux instruments existent mais l'enjeu est de savoir qui a accès à ces instruments et les contrôle.

1 LES DIFFICULTÉS POUR TROUVER DES FINANCEMENTS

ISABELLE L. : *J'admire le travail accompli pour arriver à la Déclaration des droits des paysans. Comment trouver des ressources durant des années surtout pour quelque chose d'immatériel ? Quand on voit les choses se construire sur le terrain c'est facile mais mobiliser des gens autour de nous sur des paroles, des campagnes sur des choses dont on dit qu'elles vont changer et qui demandent plusieurs années pour que cela se fasse... Comment faites-vous ?*

NDIAKHATE : *En tout cas, au niveau de La Via Campesina, c'était extrêmement difficile de trouver suffisamment d'argent pour prendre en charge tout cela. Il fallait que les membres de LVC contribuent mais aussi les partenaires qui y croyaient, comme la ville de Genève, et qui savaient que c'était une nécessité d'arriver à cette Déclaration. Et puis comment minimiser les coûts ? On a beaucoup travaillé avec d'autres organisations sociales au niveau de Genève et parfois on était hébergé par des personnes.*

MELICK : *L'on oublie parfois de parler des structures invisibles, utiles non pour assumer la logistique, mais pour minimiser les coûts. Avec le CAJI, une structure soutenue par l'État de Genève, l'on avait un accord pour avoir des nuitées dans des hôtels. Beaucoup de familles ont contribué car au début on recevait une petite dizaine de leaders mais ensuite une trentaine. C'est grâce à cela que l'on a pu faire venir des représentants de tous les continents.*

DANIELE : *Montrevel démontre combien il est intéressant d'inscrire dans les budgets des collectivités publiques des dotations pour la coopération internationale. Chez moi, à Onex, une commune pas bien riche, nous avons voté pour consacrer plus de 0,7% du budget communal à la coopération internationale, soit 350 000 FCH en 2019.*

BERNARD C. : *Pourquoi si peu d'associations membres de la FGC lui ont envoyé leurs commentaires sur le texte de la Nouvelle politique de coopération de la Confédération ?*

LES VOLONTAIRES

FLORIE : *Le Service de Coopération au Développement (SCD), à Lyon, reçoit des candidatures de volontaires du Nord et des demandes de partenaires pour des séjours de une ou deux années. Nous cherchons à satisfaire les deux parties, formons le volontaire avant son départ, suivons sa mission, intervenons en cas de difficulté et l'accueillons à son retour.*

GENEVÈVE : *J'ai observé, au Tchad, que bien des séjours d'une seule année étaient trop courts pour connaître assez la culture locale et tisser des liens d'amitié.*

BAGANDA : *A Tambacounda, les volontaires du Service national français vivaient en vase clos.*

FLORIE : *Le SCD coopère avec Frères des Hommes pour suivre leurs volontaires non seulement avant leur départ mais aussi quand ils reviennent. FdH ne donne pas la responsabilité de gérer le budget d'un projet à ses volontaires qu'il accompagne particulièrement bien et, à leur retour, parmi ces derniers, certains deviennent membres de l'association.*

2 UN OUTIL : LES FONDS NON AFFECTÉS D'AVANCE

FERNAND : *Il y a 20 ans, nous obtenions que chaque donateur, dont la Suisse, finance tel ou tel % de nos budgets prévisionnels et que 80% des fonds obtenus soient non affectés d'avance. Les contrôles étaient nombreux et faits par des cabinets d'audit rigoureux.*

LE CAS DE SIX-S

BERNARD : *Pourquoi, pour fonder l'association Six-S, avoir négocié un fonds souple et non un projet ? Nous étions en 1976 juste après la grande sécheresse, tout était à faire, choisir un objectif n'était pas évident. Les villageois avaient les bras cassés et un projet conçu sans eux ne les aurait pas mobilisés. Les agents de l'aide étaient désespérés et venaient quémander des projets.*

J'avais observé durant les 15 années précédentes l'absurdité de demander aux gens de « participer ». Pour eux, un projet est quelque chose qui reste l'affaire de l'aide et ne deviendra pas « leur affaire ». Pour que cela le soit, il convient que les « bénéficiaires » choisissent eux-mêmes entre eux ce qu'ils vont faire ensemble. Alors pourquoi pas un fonds non affecté d'avance ? L'aide suisse qui ne trouvait pas de projet a accepté le pari, puis d'autres sources privées. « L'argent de Six-S, c'est notre argent », entendait-on. Cette liberté a des inconvénients, en particulier quand les responsables des OP ne laissent pas les comités de zone choisir eux-mêmes.

DEMBA : *Chacune des réunions d'un comité de zone était centrée sur l'une des tâches prévues par les règles de Six-S et pour lesquelles des outils étaient disponibles (comme les fiches-village). Ces moments ont été essentiels pour nos associations et notre fédération nationale.*

NDIAKHATE : *Nous étions alors des associations débutantes et la responsabilité collective du choix des activités aidées comme les règles de suivi et de contrôle nous ont appris à gérer. Cela, Bernard, nous l'avons capitalisé puis les livrets techniques par activité du GRAD nous ont servi durant des années. Et aussi, aujourd'hui encore, vous pouvez entendre dans une exploitation familiale une femme vous dire : « Ce troupeau-là, je l'ai constitué à partir d'une première brebis acquise grâce à Six-S ».*

DANIELE : *Pourquoi les bailleurs n'ont-ils pas continué ?*

BERNARD : *Une évaluation, conduite par quatre experts, dont l'un d'entre eux n'appréciait pas notre méthode, les a persuadés, non que le fonds souple était inefficace ou mal géré, mais qu'après 14 années il convenait de le stopper. Cela n'a pas permis d'élargir l'impact dans d'autres pays que les quatre premiers mais a été plutôt bénéfique, en obligeant les 70 Unions de groupements nées durant cette période à ne plus compter que sur leur propres forces. Mamadou Cissokho, pilier de Six-S au Sénégal, a pu tirer parti du réseau informel d'OP en Afrique de l'Ouest, construit par les assemblées générales annuelles et les voyages d'étude, pour fonder, en 2000, le ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest).*

DANIELE : *C'est une très bonne méthode que de permettre aux groupements paysans de décider entre eux. Pourquoi n'avez-vous pas publié sur Six-S ?*

BERNARD : *Des amis nous disent effectivement : Vous n'avez pas assez diffusé votre expérience.*

3 LES PROCÉDURES DES BAILLEURS DE FONDS

DEMBA : *Le contrat avec l'USAID, en 2000, comprenait cette clause : « Si il y a d'autres choses dépensées que celles prévues, elles ne seront pas remboursées. » Or c'était la première fois que l'APRAN concevait un projet de ce type et plusieurs actions-clés se sont imposées en cours de route, sans pouvoir être remboursées par le programme.*

NDIAKHATE : *Le système des Fonds de Six-S comprenait une fonction de suivi. A la fin de chaque saison sèche, il fallait avoir consommé toute la dotation et rendre compte des dépenses faites et de leurs usages. Et ceci devant le comptable de l'association et aussi devant les membres du comité de zone. Si ceci manquait, la dotation de la saison sèche suivante était supprimée.*

BRIGITTE : *C'est un souci que de faire reconnaître à la Fédération genevoise de coopération (FGC) cette nécessité de la durée. Il a fallu que l'on se batte et on continue à se battre car le dernier volet que l'on pensait être celui de la fin de notre projet SIDA-Soxana Fedde se retrouve tout à coup devant le fait que la Fédération a changé les règles ! Même si le projet a été accepté, sous prétexte qu'il a déjà été soutenu plusieurs fois, de fait le financement n'est pas assuré.*

DANIELE : *C'est dommage que des institutions comme la Fédération genevoise de coopération fixent des règles qui rendent difficile le financement de PLD.*

FERNAND : *Les PLD ne sont gérables que si l'on dispose d'une trésorerie suffisante. Or les retards de versement ou de remboursement par les agences peuvent atteindre deux années.*

L'aide doit changer. Les six plus grandes ONG suisses ont des fonds de réserve compris entre 3 et 25 millions FCH. Et toutes gèrent en prévoyant non seulement 12% de frais d'administration mais en plus 12% de frais de recherche de fonds. Leurs partenaires du Sud n'ont aucune réserve et, dans les contrats d'aide, on limite leurs frais d'administration et l'on exige d'elles qu'elles justifient d'avoir tout dépensé. Est-ce cela le partenariat ?

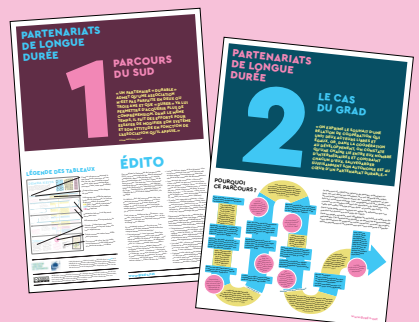
BERNARD : *Aujourd'hui, sauf exception, l'aide extérieure apportée aux OP est très faible alors qu'il y a 25 ans une OP qui élaborait son programme trouvait une ONG pour le financer et poursuivre. Parmi les causes de cette situation, se place au premier rang la procédure de l'appel-à-projets car ce sont les organismes les plus capables de soumettre des dossiers ajustés aux normes des bailleurs qui remportent la mise. Certains, comme les associations Frères des Hommes (FdH) pour l'UGPM, se débrouillent, grâce à leurs fonds propres, pour compléter et couvrir une plus large partie des objectifs de leur partenaire.*

FERNAND : *Désormais les agences d'aide lancent des « appels-à-projets ». Ceci leur permet d'éliminer les actions qu'elles n'apprécient pas, de choisir les thèmes qui les intéressent et de mettre les OP, les ONG et les bureaux d'étude en concurrence.*

ISABELLE M. : *En 2018, un appel d'offres de l'Union Européenne en Inde portait sur le renforcement des organisations féminines. Dans le dossier, il était demandé de joindre les états financiers de l'association. Notre offre a été bien estimée mais refusée à cause du niveau d'endettement. Je suis allé rencontrer le bureau d'études qui l'avait emporté et ils m'ont dit qu'ils n'avaient aucune expérience en ce domaine...*

GÉRARD : *Il est vrai que nous, bailleurs de fonds, nous ne facilitons pas les tâches des associations qui nous présentent ce qu'elles veulent faire. Nos cadres logiques, nos instruments ne sont pas parfaits et les décideurs voient trop à court terme. J'entends souvent cette remarque : « Cette association paysanne cela fait déjà six ans que nous la soutenons, quand deviendront-ils autonomes ? ».*

PARTENARIATS DE LONGUE DURÉE 1 & 2 DISPONIBLES EN LIBRE ACCÈS SUR www.grad-s.net



Retrouvez des documents audio et vidéo complémentaires sur la chaîne youtube du GRAD.

FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION



«PARTENARIATS DE LONGUE DURÉE» a été réalisé par le GRAD et à bénéfice du soutien des collectivités publiques genevoises à travers la Fédération Genevoise de Coopération.



Attribution + Pas d'Utilisation Commerciale + Partage dans les mêmes conditions (BY NC SA) : Le titulaire des droits autorise l'exploitation de l'œuvre originale à des fins non commerciales, ainsi que la création d'œuvres dérivées, à condition qu'elles soient distribuées sous une licence identique à celle qui régit l'œuvre originale.